



FIDUCIAL
OFFICE SOLUTIONS

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL
EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019**

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS
Société Anonyme au capital de 22 000 000 €
Siège Social : 41 rue du Capitaine Guynemer - 92400 Courbevoie
<http://investisseurs.fiducial-office-solutions.fr>
969 504 133 RCS Nanterre

SOMMAIRE

1

**RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE ET DE LA SOCIÉTÉ
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS AU 30 SEPTEMBRE 2019 P.4**

2

**PRÉSENTATION DU GROUPE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS
ET DE SES ACTIVITÉS..... P.41**

2.1 : Organigramme du Groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS P.42

2.2 : Informations sur l'activité..... P.42

2.3 : Localisation, importance des principaux établissements P.45

2.4 : Administration - Contrôle P.46

2.5 : Évolution boursière P.47

3

COMPTES CONSOLIDÉS P.49

3.1 : Bilan..... P.50

3.2 : Compte de résultat P.52

3.3 : Capacité d'autofinancement P.53

3.4 : Tableau des flux de trésorerie..... P.54

3.5 : Tableau de variation des capitaux propres..... P.55

3.6 : Annexe P.56

4

COMPTES ANNUELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS P.75

4.1 : Bilan..... P.76

4.2 : Compte de résultat P.78

4.3 : Annexe P.80

5

**ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT
LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL..... P.84**

6

**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS ET LES COMPTES CONSOLIDÉS..... P.85**

Rapport d'activité

Du Groupe et de la société
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

1



Fournitures de Bureau

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE ET DE LA SOCIÉTÉ FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS AU 30 SEPTEMBRE 2019

1 - ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU GROUPE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

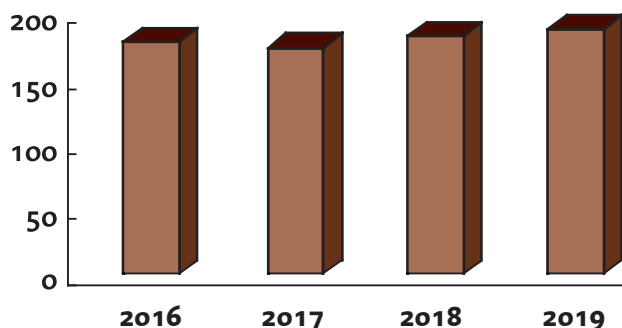
1.1 : ACTIVITÉS ET RÉSULTATS 2019

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS pour l'exercice 2019 s'établit à 193,2 M€, en progression de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

En France, cette performance a été réalisée pour l'essentiel sur le marché de la distribution de fournitures et équipements de bureau, dans un contexte toujours baissier en particulier pour les familles de produits les plus exposées à la dématérialisation des documents. En Belgique et au Luxembourg, dans un environnement de marché comparable à la France, les résultats sont en amélioration avec une légère croissance de nos ventes.

Pour nos autres activités, leur contribution à l'activité d'ensemble s'améliore grâce à une meilleure maîtrise des coûts.

C.A. H.T en M€



C.A.H.T en M€	183,4	180,6	187,5	193,2
---------------	-------	-------	-------	-------

Autres faits marquants de cet exercice :

- Nous enregistrons sur cet exercice une augmentation du volume de marge brute provenant d'une part du développement de nos ventes de fournitures et de mobilier de bureau et d'autre part d'une amélioration du taux de marge brute. Une certaine stabilité des prix d'achat sur l'exercice, l'augmentation importante du nombre de produits présents dans nos offres et des profondeurs de gammes mieux adaptées aux besoins de nos clients ont permis ce redressement.

- En dehors des coûts logistiques directement impactés par l'augmentation de l'activité et en particulier le transport, les autres frais de fonctionnement ont été maintenus à un niveau comparable à l'exercice précédent.
- Cela se traduit par une amélioration de notre rentabilité opérationnelle sur l'exercice.

Dans ce contexte, notre actionnaire de référence a réduit son soutien financier.

Après prise en compte des différents éléments exposés ci-dessus, le résultat opérationnel s'établit à 1,7 M€ sur l'exercice.

En raison d'un résultat financier neutre, le résultat net consolidé part du groupe s'établit à 1,7M€.

Au 30 septembre 2019, l'endettement total s'établit à un niveau très modéré par rapport à nos capitaux propres.

En synthèse, les chiffres clés de notre activité se présentent comme suit :

(en Millions d'€uros)	2019	2018	2017
Chiffre d'affaires H.T.	193,2	187,5	180,6
Résultat opérationnel courant	1,7	2,3	2,3
Soit en % du CA	0,9%	1,2%	1,3%
dont participation des salariés (en M€)	-	-	-
Résultat opérationnel	1,7	1,5	2,2
Coût de l'endettement financier net	-	-0,1	-0,1
Autres produits et charges financiers	-	-	-
Charge d'impôt	-	-	-
Bénéfice consolidé part du Groupe	1,7	1,4	2,1
Nombre d'actions	2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat net par action part du Groupe en €	0,78	0,65	0,97

(en Millions d'€uros)	2019	2018	2017
Total du bilan	128,7	126,2	124,4
Capital	22,0	22,0	22,0
Capitaux propres part du Groupe	73,0	74,8	76,4
Passifs financiers long terme	1,4	1,8	2,2
Actifs non courants nets	68,7	69,5	70,2

1.2 : CONTRIBUTION DE NOS MÉTIERS À L'ACTIVITÉ

	2019			2018			2017		
	M€	Variation	Contribution	M€	Variation	Contribution	M€	Variation	Contribution
Distribution fournitures et mobilier de bureau	186,0	+3,4%	96,2%	179,8	+3,9%	95,9%	173,0	-1,2%	95,8%
Autres activités	7,3	-5,2%	3,8%	7,7	+1,3%	4,1%	7,6	-8,4%	4,2%
C.A. H.T. consolidé	193,3	+3,1%	100%	187,5	+3,8%	100%	180,6	-1,5%	100%

L'activité de distribution de fournitures et de mobilier de bureau est toujours prépondérante au sein de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS.

Le chiffre d'affaires du Groupe est réalisé en France, en Belgique et au Luxembourg.

1.3 : RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

(en M€)	2019		2018		2017	
1 - France	178,8	92,5%	173,2	92,4%	166,0	91,9%
2 - Europe	14,5	7,5%	14,3	7,6%	14,6	8,1%
C.A. TOTAL	193,3	100%	187,5	100%	183,4	100%

2 - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Nous vous rappelons que notre société a une activité de holding financière.

Les charges de fonctionnement se sont élevées à 814 K€.

Le résultat financier (+ 4 569 K€) comprend les charges liées à l'endettement, les produits de placements de trésorerie, ainsi que les dividendes des filiales pour un montant de 4 500 K€.

Le résultat exceptionnel (- 475 K€) est constitué par des abandons de compte courant au bénéfice des filiales.

Le bénéfice de l'exercice ressort à 3 280 K€, hors charge d'impôt sur les sociétés.

Les comptes résumés de la société se présentent comme suit :

(en Millions d'€uros)	2019	2018	2017
Chiffre d'affaires H.T.	-	-	-
Autres produits	-	-	-
Résultat d'exploitation	-0,8	-0,3	-0,2
Résultat financier	4,6	4,5	2,1
Résultat courant	3,8	4,2	1,9
Résultat exceptionnel	-0,5	-0,6	-1,1
Impôt sur les sociétés	-	-	-
RÉSULTAT NET	3,3	3,6	0,8

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous indiquons qu'au titre des trois derniers exercices, des dividendes ont été distribués par notre société dans les conditions suivantes :

Montant des dividendes (en €uros)	30/09/16	30/09/17	30/09/18
Eligibles (*)	-	61 703	66 586
Non éligibles (*)	-	2 953 529	3 187 262
TOTAL	-	3 015 232	3 253 848

(*) à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du CGI

Concernant les délais de paiement des fournisseurs et des clients (articles L 441-6-1 et D 441-4 du Code de Commerce), la situation des factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu est la suivante :

	Article D. 441 I - Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	10					11
Montant total des factures concernées en TTC en €	38 640,21	330,55	20 400,00	-	-241,99	20 488,56
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice en TTC en €	4,33%	0,04%	2,28%	-	-0,03%	2,30%
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice en TTC en €						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues			0			
Montant total des factures exclues (préciser HT ou TTC) et en €			0,00			
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais légaux : 30 jours date de facture ou 45 jours fin de mois					

		Article D. 441 I - Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.					
		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement							
Nombre de factures concernées	1						2
Montant total des factures concernées en TTC en €	4 706,00	-	5 754,18	-	170,00		5 924,18
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice en TTC en €							
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice en TTC en €	3,21%	0,00%	3,93%	0,00%	0,12%		4,04%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées							
Nombre de factures exclues	Non déterminable						
Montant total des factures exclues (préciser HT ou TTC) et en €	0						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)							
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais légaux : 30 jours date de facture ou 45 jours fin de mois						

3 - ÉVÈNEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

● **Activité distribution - FIDUCIAL BUREAUTIQUE**

En France, le marché des ventes de fournitures et équipements de bureaux a poursuivi sa tendance baissière sur les familles de produits les plus exposées à la dématérialisation des documents (classement, papier façonné, consommables informatiques, écriture, machines de bureau, ...). Les segments de diversification (produits pour les services généraux, le mobilier de bureau, ...) permettent de limiter partiellement ce mouvement.

Au 30/09/2019 et en moyenne mobile sur les 12 derniers mois, le marché adressé par les fournisseuristes est en baisse de - 4,1 % (source UFIPA/GFK : Le baromètre papeterie office – données à fin septembre 2019).

Dans ce contexte, FIDUCIAL BUREAUTIQUE réalise une belle performance avec une croissance de 3 % sur l'exercice. Celle-ci s'explique principalement par la progression des ventes sur le Middle Market, par le gain de nouveaux clients et le développement de nos parts de marché auprès des centrales d'achats. On constate également un bon comportement de nos ventes sur les familles de produits traditionnelles : la papeterie, le papier à copier ainsi que le mobilier de bureau et les services généraux.

Les principaux faits significatifs de cet exercice sont les suivants :

- Elargissement de l'offre de produits de fournitures de bureau en partenariat avec nos fournisseurs. Désormais, nous sommes en mesure de proposer une offre complémentaire de produits non stockés. Les premiers résultats enregistrés depuis le mois de juin sont très encourageants et les clients sont très satisfaits de pouvoir accéder à cette offre additionnelle à partir de leur outil de commandes habituel. Cette gamme élargie sera également très utile pour l'accroissement des ventes sur internet.
- Le développement de notre nouvelle plateforme e-commerce a démarré comme prévu. L'avancement est conforme à notre planning qui prévoit une mise en service progressive sur le 1^{er} trimestre de l'année 2020. Ce projet ambitieux est celui de l'évolution de notre société vers une entreprise plus digitale et organisée autour du client.
- L'équipe Web a été renforcée et nous avons intégré de nouvelles compétences pour concevoir, designer et nourrir en contenus le nouveau site internet.
- Notre organisation doit s'adapter à ce nouvel environnement omnicanal. En particulier nous allons être amenés à gérer de nouveaux flux entrants en provenance de la plateforme e-commerce (leads, nouveaux clients web, ...). Avec son nouveau site, FIDUCIAL BUREAUTIQUE sera plus visible sur le web ce qui générera des sollicitations qui devront être traitées rapidement. Nous avons commencé à mettre en place une organisation appropriée afin de gérer ces nouveaux flux, pour que chaque client ou prospect soit connu et reconnu quel que soit le canal choisi. Une Direction du service clients a été créée en 2019 pour nous préparer à cette évolution.
- Un effort important de formation à la culture digitale de nos collaborateurs commerciaux et des fonctions supports a été engagé dès cet exercice. Il sera poursuivi l'an prochain. Il permet de maîtriser les sujets qui préoccupent nos clients : dématérialisation, prise en compte des nouvelles solutions informatiques et technologiques, relation commerciale à distance, ...
- Mise en œuvre de plusieurs actions fortes pour répondre aux attentes de nos clients en matière d'offre verte et de politique RSE, notamment au niveau de nos gammes de produits. Par ailleurs, nous nous sommes associés à Riposte Verte dans le cadre de leur démarche d'éco-responsabilité au bureau, en mettant en avant les solutions réduisant notre impact sur l'environnement.
- Poursuite du déploiement de notre offre de factures dématérialisées auprès des clients du secteur privé. Sur la base de notre facturation de fin septembre 2019 :
 - Environ 50 % de nos comptes clients ont adopté la facture électronique.
 - Près de 60 % de nos factures clients ont été envoyées de manière numérique.

- L'amélioration de la qualité reste au centre de nos priorités. Ainsi pour 2019, notre taux de satisfaction clients s'est amélioré.
- Poursuite d'une gestion rigoureuse de nos frais de fonctionnement, en adéquation avec les contraintes économiques actuelles.

Le chiffre d'affaires réalisé par FIDUCIAL BUREAUTIQUE au cours de l'exercice 2019 s'élève à 178 M€, contre 172,8 M€ pour l'exercice précédent. La contribution au chiffre d'affaires consolidé, après élimination des opérations internes, s'établit à 171,5 M€ sur cet exercice, pour 165,5 M€ sur l'exercice précédent.

Comme expliqué, le volume de marge de l'exercice a progressé sous l'effet cumulé de la hausse des ventes et de l'augmentation du taux de marge.

Dans le même temps les charges de fonctionnement ont progressé en raison de l'activité et des projets engagés sur cet exercice, dans les limites fixées au budget.

Il s'en suit que la contribution au résultat opérationnel courant s'établit à 3,6 M€.

Vu ce qui précède, notre actionnaire de référence, la société FIDUCIAL, a pu réduire son soutien financier.

La société n'a plus d'endettement. Cela va nous permettre d'engager rapidement des investissements de modernisation, notamment au niveau de notre chaîne logistique et de saisir toute opportunité de croissance externe sur le marché de la fourniture de bureau en France et en Europe.

Pour 2020 nous envisageons les actions suivantes :

- Lancer notre plateforme e-commerce :
 - En engageant notre entreprise dans une transformation digitale.
- Elargir significativement notre offre de produits et services :
 - En continuant les partenariats avec nos fournisseurs pour proposer de plus en plus de produits non stockés, accessibles sur notre site e-commerce.
 - En ajoutant de nouveaux services et solutions dans les domaines de la reprise des déchets et de l'impression notamment.
- Augmenter notre pénétration dans chacun de nos principaux segments clients au travers d'un programme Marketing ambitieux.
- Renforcer nos fondamentaux :
 - En respectant nos engagements qualité (certifications ISO 9001 et 14001, PEFC/FSC, produits verts labellisés, ...).
 - En matière de RSE.
 - En étant proche et à l'écoute de nos clients.
- Instaurer une nouvelle culture d'entreprise dans un contexte de transformation digitale, de projets transversaux et d'innovation, avec l'objectif d'être agile et rapide pour faire face aux nombreux changements auxquels nous sommes confrontés.

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS – Belgique

Dans un marché B2B en décroissance de plus de 6% en valeur, FIDUCIAL Office Solutions Belgique réussit à augmenter sa contribution au chiffre d'affaires consolidé de +1,5% pour le porter à 12,1 M€.

C'est dans le segment des grandes entreprises et des administrations que la croissance a été la plus forte. Les gains dans le marché des groupements hospitaliers ont également participé à accroître la présence de FIDUCIAL Office Solutions dans ce segment local important.

FIDUCIAL Office Solutions Belgique a mis en place des actions éco responsables avec la reprise de tous les vieux catalogues de ses clients : plus de 500 kg de papier ont ainsi pu être récupéré et recyclé.

Dans le domaine du bien-être au travail, FIDUCIAL Office Solutions offre la possibilité à ses clients de se faire livrer chaque semaine un panier de fruits frais.

Ces nouveaux services nous permettent de contribuer à l'évolution des besoins du monde du travail.

La marge brute a augmenté en volume (+0,3 M€) et en taux (+1,6 point) par rapport à l'exercice précédent, grâce à l'amélioration des conditions d'achats.

La contribution au résultat opérationnel courant (+0,1 M€) s'améliore vs N-1.

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS – Luxembourg a réalisé un chiffre d'affaires de 2,4 M€.

FIDUCIAL Office Solutions a maintenu cette année son chiffre d'affaires en augmentant sa marge brute.

La nomination d'un Directeur d'agence ayant une expérience de plusieurs années au Luxembourg doit permettre à la société de mieux s'intégrer dans le tissu local.

Le marché luxembourgeois connaît une vague « verte » d'une grande ampleur portée sur une sélection sévère des produits mais aussi sur la limitation des suremballages, voire le « zéro plastique ». FIDUCIAL Office Solutions Luxembourg est la première société à s'être inscrite à l'IMS, l'acteur principal en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au Luxembourg.

La volonté affichée de FIDUCIAL Office Solutions de jouer un rôle actif en conseillant et en accompagnant ses clients dans cette démarche lui offre de nombreuses opportunités de développement.

Les charges de fonctionnement restent élevées pour satisfaire le niveau de services demandé par les clients : stockage de produits confiés, livraisons personnalisées, gestion des réapprovisionnements, livraison à l'armoire, gestion des abonnements des revues périodiques, etc....

La contribution au résultat opérationnel courant est de - 0,8 M€.

Par ailleurs FIDUCIAL BUREAUTIQUE a soutenu financièrement sa filiale en acceptant une réduction de capital pour absorber les pertes de l'exercice 2018 et en souscrivant une augmentation de capital de 850 K€ pour renforcer ses capitaux propres.

Avec les nouveaux contrats clients signés en septembre 2019, nous devrions retrouver une croissance significative sur l'exercice 2020.

● **Autres activités - FIDUCIAL OFFICE STORES**

Le chiffre d'affaires des deux magasins de Lyon s'établit à 1,6 M€ et la contribution au résultat opérationnel courant s'élève à -0,1 M€, en amélioration par rapport à l'année précédente.

C'est l'activité « ventes comptoir » des 2 magasins qui a progressé sur l'exercice (+2%) alors que le chiffre d'affaires des clients grands comptes a légèrement régressé suite à la perte d'une école dans le secteur des beaux-arts. La vitrine internet, désormais disponible, a permis de conquérir de nouveaux clients notamment au niveau de l'activité papeterie/cadeaux.

Pour le nouvel exercice, nous envisageons de :

- développer significativement l'activité cadeaux au niveau du magasin papeterie
- recourir de manière régulière à des opérations commerciales pour faire venir les clients dans nos magasins
- nous rapprocher des écoles dispensant des cours de beaux-arts pour nouer de nouveaux partenariats

Nous espérons que l'exercice 2020 sera moins perturbé par les manifestations de toute nature que ne l'aura été l'exercice qui vient de se terminer.

● **Autres activités - VEOPRINT**

L'exercice écoulé a été consacré à la poursuite des mises en place opérationnelles de nos optimisations ROI.

Ceci nous a permis, dans un volume d'affaires annuel en contraction, d'améliorer notre volume de marge et notre rentabilité.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 s'élève à 7 M€, en léger retrait par rapport à l'exercice précédent et sa contribution au chiffre d'affaires consolidé est de 5,7 M€.

Grâce à un taux de marge en amélioration (+2,5 points), le volume de marge brute est comparable à N-1.

Comme dans le même temps les dépenses de fonctionnement sont en diminution, la contribution de VEOPRINT au résultat opérationnel courant, -0,3 M€, s'améliore sur cet exercice.

Sur un marché très concurrentiel, où nous sommes confrontés à des acteurs mondiaux, avec des stratégies de discount et de promotions très agressives, notre plateforme technologique WebToPrint nous permet de lutter avec une capacité de production sans limite, permettant de répondre à tous types de demandes, tout en restant attractif.

Nous continuons de revendiquer une place de leader national, par notre positionnement clair d'acteur B2B, soucieux de répondre avec une offre professionnelle, de qualité, au meilleur prix.

Cette fin d'année comptable a été marquée par notre entrée sur le marché de l'objet publicitaire, en nous appuyant sur nos savoir-faire dans le WebToPrint, pour développer l'interopérabilité de notre plateforme avec cette nouvelle typologie de produits.

Nous espérons devenir rapidement un challenger compétitif sur ce marché constellé de petits acteurs très spécialisés sur certains produits, ne leur permettant pas d'offrir une plateforme e-commerce globale, comme celle proposée par VEOPRINT.

L'année qui arrive s'annonce passionnante avec de nouveaux défis :

- Début 2020, l'ouverture de veoprint.ch, plateforme dédiée au marché Suisse.
- S'imposer comme un acteur de Print Management afin que, sous leurs propres marques (marque blanche), des clients Grands Comptes puissent s'approprier notre technologie, pilotant notre chaîne de production PRINT, du catalogue personnalisé jusqu'à l'ordre de mise en production et la livraison.
- Décliner notre offre Print et Goodies auprès des Clients des métiers de FIDUCIAL.
- Fidéliser les quelques 30.000 clients qui nous ont déjà fait confiance.
- Continuer notre conquête de nouveaux clients.

4 - EVÉNEMENTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

5 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Tous les risques et litiges identifiés ont donné lieu, après analyse interne et avec les conseils de FIDUCIAL, à diverses provisions destinées à les couvrir. Il n'existe à ce jour aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes, le patrimoine, l'activité, la situation financière du Groupe.

Au 30/09/2019, les provisions pour litiges s'élèvent à 1 M€ dans les comptes consolidés.

6 - PERSPECTIVES D'AVENIR

Les projets que nous avons engagés l'an dernier, nouvelle plateforme e-commerce et élargissement de l'offre de produits et solutions, vont profondément transformer notre société. Les impacts sont multiples, parfois complexes, mais nécessaires pour devenir une entreprise digitale et multicanal organisée autour du client.

Les enjeux sont importants en matière d'organisation, de transparence et de modèle de commercialisation. Par contre les retombées économiques devraient être importantes en termes de nouveaux clients, de notoriété et de partenariats avec nos fournisseurs.

Pour l'exercice 2019/2020 FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS devrait atteindre un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 200 M€ et présenter un résultat opérationnel consolidé en amélioration.

7 - DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code et ce pour un montant de 70,8 K€ au niveau du Groupe.

Il n'a été procédé à aucune réintégration visée par l'article 39-5 du Code général des impôts.

8 - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice le Groupe n'a pas engagé de dépenses de recherche et de développement.

9 - PRÉSENTATION DES COMPTES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Aucune modification dans la présentation des comptes et dans les méthodes d'évaluation n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

10 - CAPITAL SOCIAL

Au 30 septembre 2019, le capital social est de 22 000 000 €. Il est divisé en 2 169 232 actions de même catégorie, entièrement libérées, émises au pair.

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce et compte-tenu des informations dont nous avons connaissance, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant directement ou indirectement plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66% ou 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

- La société civile FIDUCIAL possède plus de 95% du capital social et des droits de vote.

11 - OPÉRATIONS AFFÉRENTES AUX ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ne détient et n'a détenu aucune action d'autocontrôle au cours de l'exercice.

A la date de clôture, aucune action de la société n'est détenue par le personnel du Groupe au titre d'opérations en relation avec l'actionnariat des salariés dans le cadre de la participation.

12 - PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES A L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE (L.225-100-1 5°)

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société mère et les sociétés qui constituent le groupe ont pour objet :

- d'une part de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et les règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise.
- d'autre part de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le système de contrôle interne a également pour objectif de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise notamment les risques comptables et financiers (erreur ou fraude...), mais aussi les risques opérationnels divers, les risques stratégiques ainsi que les risques de conformité.

Concernant les risques liés à l'activité, ces derniers sont recensés et décrits dans le présent rapport au point 15 « Gestion des risques ».

Le contrôle interne contribue à assurer la permanence des actions visant à la limitation, la réduction des risques et l'atteinte des objectifs sans toutefois fournir une assurance absolue au management que ces risques sont totalement éliminés.

Les acteurs ou les structures exerçant des activités de contrôle sont les suivants :

■ **Comité d'Audit**

La mission du Comité d'Audit n'est pas détachable de celle du Conseil d'Administration qui garde la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et consolidés.

Le Comité d'Audit a pour mission de suivre et de contrôler le processus d'élaboration des comptes et de l'information financière.

Composition et fonctionnement

Le Comité d'Audit (ci-après désigné « le Comité ») est composé d'au moins trois (3) membres, désignés par le Conseil d'administration de la Société et choisis au sein de ce Conseil. Ils sont nommés pour une durée coïncidant avec celle de leur mandat de membre du Conseil d'administration. Le mandat des membres du Comité peut être renouvelé et ce, en même temps que le mandat des membres du Conseil d'administration. Les critères d'appréciation des compétences et d'indépendance sont identiques à ceux appliqués aux administrateurs. La Présidence du Comité est confiée au membre indépendant. Les membres du Comité peuvent s'adjoindre une personne extérieure disposant d'une expérience professionnelle en matière financière ou comptable.

Attributions

Conformément à l'article L. 823-19 du Code de commerce et aux réglementations européenne et nationale applicables aux établissements de crédit, le Comité d'Audit assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et ainsi que celui des risques de toutes natures auxquels la Société est exposée.

A cet effet, il est, notamment, chargé des missions suivantes:

1. Suivi du processus d'élaboration de l'information financière,
2. Suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne,
3. Émission d'une recommandation sur les Commissaires aux Comptes proposés à la désignation par l'Assemblée Générale,
4. Suivi de la réalisation par les Commissaires aux Comptes de leur mission,
5. Vérification du respect par les Commissaires aux Comptes des conditions d'indépendance définies par les dispositions applicables en la matière,
6. Approbation de la fourniture des services mentionnés à l'article L.822-11-2 du Code de commerce,
7. Compte-rendu régulier au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions.

■ **Le Comité de direction** est chargé de mettre en œuvre la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, d'identifier les éventuels risques inhérents aux activités exercées par la société et de veiller au respect de la bonne application des procédures de contrôle interne.

Il définit les actions à moyen terme et contrôle l'organisation et le suivi des projets importants.

Le Comité de direction comprend dix (10) membres qui représentent les fonctions opérationnelles et supports de l'entreprise. Il est présidé par le Directeur Général opérationnel du groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS. Il se réunit deux (2) fois par mois.

■ **La Direction Générale opérationnelle** du groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS met en œuvre des réunions de suivi et des indicateurs lui permettant d'assurer un contrôle rigoureux et régulier de l'activité de la société. Le Directeur Général opérationnel conduit :

- des face à face réguliers avec chacun des membres de l'équipe de direction,
- des revues trimestrielles de gestion par département.

■ **La Direction administrative et comptable** coordonne les missions administratives et comptables et gère également les aspects réglementaires et fiscaux avec l'assistance des directions technique, juridique, fiscale ou autres. La consolidation des comptes est effectuée par un service distinct qui met en place les procédures groupe et veille à la bonne application des normes IFRS.

■ **La Direction du contrôle budgétaire** dont le rôle s'articule autour de deux (2) axes que sont le budget annuel (révisé en cours d'année) et le suivi des réalisations dans le cadre du « reporting » mensuel. Elle repose sur une équipe de contrôle de gestion rattachée à la Direction Générale, le Responsable du contrôle de gestion étant lui-même membre du Comité de direction :

- le budget fait l'objet d'instructions précises (principes, calendrier), émises par la Direction du contrôle budgétaire. Il est saisi dans l'outil de suivi budgétaire. Le budget final est approuvé par la Direction générale.
- le « reporting » est préparé à partir de l'outil budgétaire - selon un calendrier précis communiqué préalablement – alimenté par des extractions des réalisations remontées automatiquement en provenance des données de comptabilité.
- le contrôle de gestion présente mensuellement au sein du Comité de direction les résultats de ses analyses, qui sont commentés en séance afin d'évaluer les actions à entreprendre.

A la demande du Directeur Général opérationnel, des analyses spécifiques sont effectuées de façon ponctuelle. C'est le cas notamment pour la marge de l'activité négoce qui est analysée mensuellement au niveau de la segmentation clients et de la segmentation produits.

La Direction juridique est responsable de la sécurité juridique des activités, des engagements et opérations effectuées par le groupe. Dans le cadre de ses missions, elle intervient en amont avec une activité de conseil auprès de la Direction générale, des Directions fonctionnelles et opérationnelles. Elle est aussi en charge de la gestion des éventuels contentieux. Elle veille également à la protection juridique des marques du groupe et à la conformité des réglementations notamment financières.

■ **La Direction juridique** est également chargée de la gestion centralisée de la couverture des risques et de la gestion d'un programme d'assurance groupe (polices dommages / pertes d'exploitation, responsabilité civile, transport etc.).

Elle prend en charge également la préparation des réunions du Conseil d'administration et des Assemblées Générales d'actionnaires.

■ **La Direction de l'Audit interne groupe** a pour objectif d'apporter au Président de la société l'assurance que le système de contrôle interne répond à la double obligation de sécurité des actifs et d'efficacité économique. L'audit interne intervient dans le but :

- d'exprimer un avis sur le niveau de contrôle interne et sur l'efficacité de l'organisation des fonctions concernées,
- d'informer la Présidence des insuffisances relevées et des risques encourus,
- de recommander des mesures correctives et préconiser des actions d'améliorations.

Composée d'une équipe pluridisciplinaire présente au niveau du Groupe, la Direction de l'Audit Interne propose annuellement dans le cadre du Plan d'audit Groupe a minima une thématique spécifique relative à FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS. Cette thématique fait l'objet d'une validation par la Direction Générale.

A l'issue de la ou des missions diligentées, les résultats des travaux sont présentés à la Direction Générale. Un plan d'action est défini, dont la mise en œuvre est suivie par la Direction de l'Audit Interne.

La Direction de l'audit interne supervise le Système de Management de la Qualité et le Système de Management de l'Environnement de l'entreprise, et pour ce faire, porte dans ses équipes un responsable QSE (Qualité, Sécurité, Environnement) dédié.

Son rôle est de garantir la conformité de la société, et son efficience, au référentiel ISO 9001 et ISO 14001 pour la Belgique et pour la France depuis 2018.

Les certifications ont été renouvelées en juillet 2018, pour une période de trois ans en version ISO 2015.

L'audit externe annuel de suivi de juillet 2019 a validé la conformité et l'efficacité du dispositif qualité.

Concernant le dispositif ISO, la Direction de l'Audit interne a pris en compte la nouvelle version ISO 2015 et le système de management a implémenté cette version dont la principale évolution consiste en une analyse de risques.

Au cours de l'exercice écoulé, la Direction de l'Audit interne est intervenue sur les missions suivantes :

- l'audit de suivi de la certification ISO 9001 et 14001 en France et en Belgique
- la certification FSC-PEFC, qui a été obtenue en novembre 2018, et qui a nécessité la mise en place d'une piste d'audit spécifique et formalisée sur le parcours des produits certifiés
- le suivi et le pilotage du programme des « requêtes clients » et du coût de non qualité. Il s'agit d'analyser chaque action et sur la base d'une synthèse à chaque comité de direction, visant à réduire les coûts, de modifier le cas échéant la politique sur ce domaine afin d'améliorer la performance financière en maintenant un niveau de service client concurrentiel
- la participation au groupe de travail de MiddleNext permettant de définir un texte commun aux valeurs moyennes pour répondre à la nouvelle réglementation anticorruption dite Sapin II déployée et mise en œuvre. La publication du code anti-corruption au sein de FOS a été complétée de procédures spécifiques en matière de conflits d'intérêts et de cadeaux
- la gestion de la réglementation RGPD en collaboration avec le service juridique et le métier afin de répondre aux nombreuses sollicitations en la matière. Le registre des traitements a été produit, et le projet poursuit sa trajectoire
- le déploiement du dispositif de signature électronique des flux financiers, visant à sécuriser nos échanges avec les banques et à aligner nos pratiques avec les standards du monde interbancaire
- l'obtention d'une notation "Silver" dans le référentiel Ecovadis, qui permet à FOS de démontrer son bon comportement en matière de RSE afin de répondre aux appels d'offres des principaux donneurs d'ordres

Enfin, lors de cet exercice a été réalisée la déclaration de performance extra-financière. Ce rapport a, conformément à la réglementation, été certifié par l'organisme certificateur puis par les Commissaires aux comptes.

- **Les Commissaires aux comptes**, dans le cadre de leurs diligences de certification des comptes annuels, sont amenés à prendre connaissance de l'organisation et du fonctionnement des procédures de contrôle interne en application et, s'il y a lieu, à émettre des recommandations visant à améliorer ces procédures. Les Co-Commissaires aux Comptes ont participé aux deux réunions du Comité d'audit et du Conseil d'administration portant sur l'arrêté des comptes semestriels et annuels.

L'organisation de la société a conduit à la mise en place des principales procédures de contrôle interne :

- fonctionnement courant, décrivant les processus et qui fixent les modes de travail de l'entreprise.
- engagement de dépenses (projets, frais généraux, investissements) qui obéissent à des règles précises. Chaque dépense doit faire l'objet d'une autorisation avant d'être engagée, selon un processus hiérarchique défini.
- contrôle budgétaire permettant d'assurer un suivi analytique de la performance de chaque centre budgétaire, une analyse des charges et la maîtrise de leur évolution
- gestion des ressources humaines (mise en œuvre des recrutements, évolution de la masse salariale, contrôles des frais de déplacement, des commissionnements).
- facturation qui couvre la prise de commande (manuelle ou électronique), la centralisation des ordres de préparation, l'expédition des marchandises, la génération du fichier de facturation et l'édition des factures intermédiaires ou en fin de mois.
- fixation de limites d'engagement en fonction de la nature des opérations commerciales. Selon la situation concernée (appel d'offres, remise, avoir, nouveau client, niveau de marge, client stratégique), l'accord est soit laissé dans le périmètre du chef des ventes, soit validé par sa hiérarchie, directeur régional, directeur commercial ou directeur général opérationnel.
- définition de la politique produits : les produits distribués font l'objet d'une sélection très rigoureuse auprès des fournisseurs pour qu'ils répondent aux critères de sécurité, de protection de l'environnement, aux règles d'éthique en matière de fabrication et pour qu'ils s'inscrivent dans la démarche de développement durable de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS. Des contrôles appropriés sont mis en place aux différents stades de la vie des produits dits 'sensibles pour

l'environnement' : sélection, contrôle qualité (y compris destructifs), stockage, livraison, récupération et recyclage.

- surveillance des stocks et règles des inventaires tournants : les 7 000 références sont classées en trois (3) groupes en fonction de leur valeur et de leur taux de rotation. Sur ces critères, les inventaires des produits ont lieu entre une (1) et trois (3) fois par an. Cette méthode de comptage permet à la fois de faire un inventaire exhaustif annuel, mais aussi de mettre l'accent sur les classes de produits qui présentent un impact fort sur la valorisation des stocks.
- réclamations clients tracées dans le système d'information et rapprochées des avoirs clients

En complément, des procédures de contrôle interne spécifiques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ont été déployées. Le contrôle interne existant au sein de la fonction comptable s'analyse de la façon suivante :

- la fonction comptable, placée sous l'autorité du Directeur administratif et comptable, est centralisée afin de permettre une meilleure maîtrise et une rationalisation de l'information financière et comptable des différentes entités opérationnelles.
- chaque collaborateur comptable a un rôle et des responsabilités clairement définis. Au-delà des enregistrements comptables, ils effectuent un suivi permanent des comptes qui sont sous leur responsabilité.
- la comptabilité et la gestion commerciale de la société sont tenues sur un logiciel intégré (ERP) « Générix- GCE ». Ce logiciel renforce la maîtrise des risques grâce à des contrôles automatiques intégrés. La définition des profils utilisateurs organise le respect des règles de séparation de fonction.
- le Directeur administratif et comptable effectue par ailleurs une supervision permanente des travaux de son équipe et participe activement à l'élaboration des arrêtés annuels et intermédiaires.
- le système de reporting financier mensuel permet de suivre l'évolution de la performance de la société afin de la comparer au budget. Un tableau de bord portant sur les principaux indicateurs économiques est produit mensuellement. On y trouve, sous forme de graphiques ou de chiffres, des données sur la trésorerie, l'activité commerciale, les volumes de production, les engagements clients, les gains d'achats, les charges d'activité des fonctions supports, les mouvements de personnel et l'évolution de la masse salariale. Ces indicateurs sont comparés soit par rapport au budget soit par rapport à un objectif de performance.
- chaque semestre, les états financiers de chaque filiale sont envoyés au service de consolidation du groupe. Celui-ci analyse et contrôle les fichiers fournis par les responsables comptables de chacune des filiales et les intègre dans un logiciel de consolidation « Talentia CPM consolidation reporting ». Il assure également les retraitements de consolidation.
- Les comptes semestriels et annuels font l'objet d'un examen par les commissaires aux comptes de la société.

14 - DISPOSITIONS EN MATIÈRE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE (Ordonnance N° 2017-1180 du 19/07/17 et son décret d'application N° 2017-1265 du 9/8/17)

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a toujours privilégié une approche durable et responsable de ses activités. Dès 2007, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a fait réaliser un diagnostic par un cabinet d'experts indépendants sur la base du guide AFNOR SD 21000 qui a débouché sur un chantier d'excellence opérationnelle dans les domaines majeurs de la responsabilité sociale et environnementale. Fort de cette démarche, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS adhère depuis 2008 au Pacte Mondial des Nations Unies, plus connu sous le nom de Global Compact et s'engage sur les dix principes universellement acceptés relatifs à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

LE MODELE D'AFFAIRES

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, spécialiste en fournitures de bureau, bureautique, mobilier et imprimerie, accompagne ses clients dans la transformation de leur environnement de travail.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS couvre l'ensemble du territoire national ainsi que le Belgique et le Luxembourg, avec un réseau d'une trentaine d'agences commerciales ainsi qu'une trentaine de plateformes de distribution régionales.

L'organisation commerciale est structurée pour répondre aux besoins de chacun des clients :

- Une direction Grands Comptes avec des équipes en région qui répondent aux exigences accrues de cette typologie de clients ;
- Deux directions régionales réseaux, relayées par les agences commerciales et des équipes des commerciaux terrains qui conseillent les clients PME sur les produits et les accompagnent vers la digitalisation ;
- Une force de vente sédentaire pour les TPE, soutenue par le site e-commerce Pour Mon Bureau ;
- Un service client performant localisé dans les agences en région qui accompagne les clients dans une démarche omnicanale de proximité.

L'extranet fos.com, relais de la force commerciale, permet aux clients d'être autonomes dans la gestion de leurs achats de fournitures, de la création de la commande au suivi de leur budget, en passant par les rapports statistiques.

Le site de commandes en ligne **www.fos.com** permet aux clients de passer leurs commandes en toute sécurité et de maîtriser leurs coûts (contrôle et suivi de commandes, statistiques de consommation, gestion de budget par service).

La force de vente est composée de près de 300 commerciaux et 100 assistantes commerciales.

En logistique, les livraisons sont effectuées par des chauffeurs-livreurs de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, sur l'ensemble du territoire national ainsi que sur le Benelux. Toute commande passée avant 12h est livrée le lendemain, sauf pour Paris et Lyon, où l'horaire est décalé jusqu'à 17h.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS propose ainsi une relation totalement personnalisée. Chaque client a 3 interlocuteurs dédiés à sa disposition : un commercial, une assistante commerciale et un chauffeur-livreur, pour bâtir une relation de confiance durable.

Cette équipe FOS est au service de ses clients et des objectifs de l'entreprise.

Dans un environnement fortement concurrentiel, FOS se doit d'atteindre un très haut degré de qualité, tout en développant ses ventes et en défendant ses marges.

L'environnement économique incite FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS à élargir son offre, tout en proposant toujours plus de produits « verts » à ses clients.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS propose la collecte des déchets à ses clients sur de nombreux produits (DEEE, papier, cartouches d'impression, piles, gobelets, canettes et bouteilles plastique, petites fournitures, ampoules...).

IDENTIFIER LES RISQUES POUR MIEUX LES MAÎTRISER

L'analyse de risques réalisée dans le cadre de la certification ISO 9001 (version 2015) permet à FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS d'identifier en partie les risques RSE (Social, Environnemental, Sociétal, respect des droits de l'homme et lutte contre la corruption) associés au modèle économique de l'entreprise.

En complément, l'analyse des Aspects Environnementaux Significatifs (AES) réalisée dans le cadre de la certification ISO 14001 (version 2015) permet d'identifier très précisément les risques environnementaux.

Tous les aléas susceptibles de mettre l'entreprise en situation de risque sont identifiés, analysés et pondérés : les risques humains, les impacts sur l'environnement, les risques financiers et opérationnels.

Ci-dessous les 15 thématiques retenues :

- | | |
|--|--|
| ■ L'emploi | ■ L'utilisation durable des ressources |
| ■ L'organisation du travail | ■ Le changement climatique |
| ■ Les conditions de santé et sécurité au travail | ■ La biodiversité |
| ■ La formation | ■ L'emploi et le développement régional |
| ■ L'égalité de traitement | ■ Les actions de partenariat et de mécénat |
| ■ La politique environnementale | ■ La sous-traitance et les fournisseurs |
| ■ La pollution | ■ La loyauté des pratiques |
| ■ L'économie circulaire | |

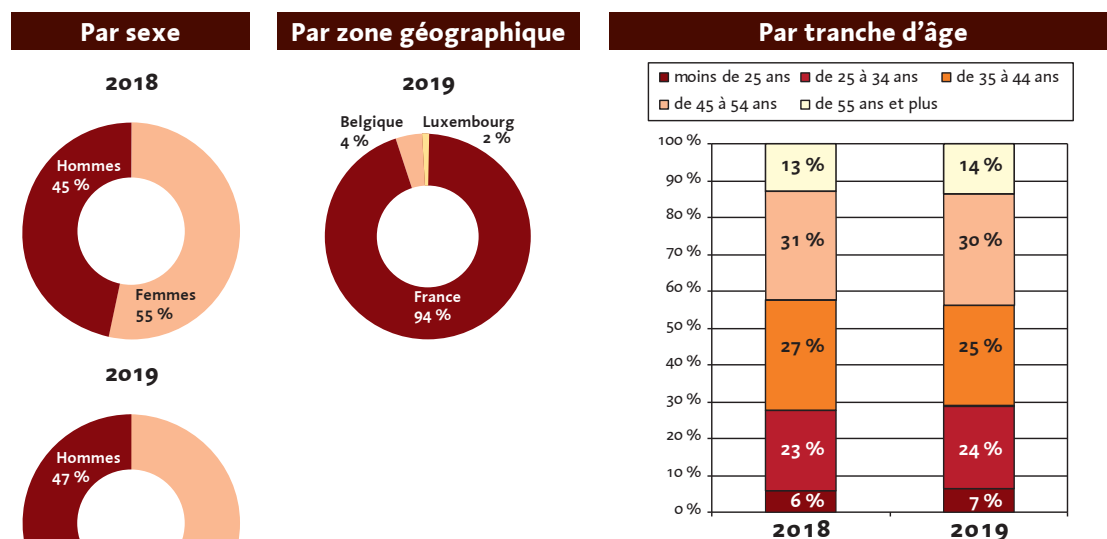
1 - Informations sociales

1.1 - Emploi

1.1.1. Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

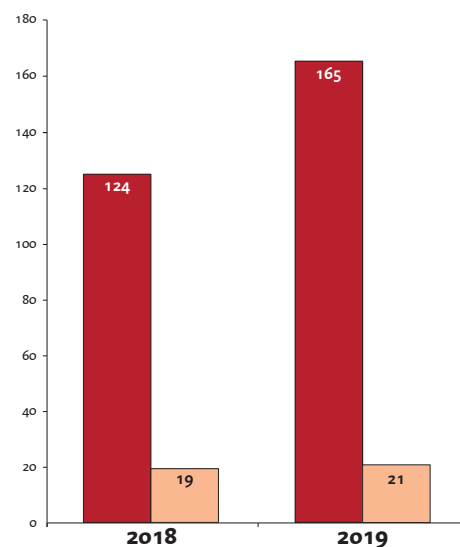
L'effectif de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est de 713 collaborateurs au 30 septembre 2019, contre 711 au 30 septembre 2018.

La répartition de cet effectif par sexe, âge et par zone géographique en pourcentage est la suivante :



1.1.2. Embauches et licenciements

■ Entrées ■ Sorties



1.2 - Organisation du travail

1.2.1 Organisation du temps de travail

L'horaire hebdomadaire moyen affiché est de 35 heures en France, de 39 heures en Belgique et de 40 heures au Luxembourg.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS emploie 20 salariés à temps partiel (en pourcentage de la durée légale ou conventionnelle de travail), contre 26 salariés en 2018.

Les salariés ayant effectué des heures de nuit sont au nombre de 60, contre 64 en 2018.

Dans la gestion du temps de travail de ses collaborateurs, le recours aux heures supplémentaires reste faible puisqu'il représente 0,25 % du nombre annuel d'heures travaillées – 2902 heures en 2019, contre 0,17 % - 1980 heures - en 2018.

1.2.2. Absentéisme

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS met en œuvre des mesures spécifiques afin de réduire le taux d'absentéisme. Ces actions comprennent notamment un suivi spécifique par des responsables des ressources humaines dédiés. Ces responsables sont basés à proximité des populations les plus exposées en raison de la pénibilité de leur travail. Ils s'attachent à suivre les collaborateurs et à appréhender leur environnement de travail en vue d'amélioration. Différentes mesures ont été prises pour agir sur les causes d'absentéisme : concertation et formation, visites médicales régulières, campagnes de sensibilisation, versement de primes en relation avec la présence, aménagements de poste ou d'horaires, bilans de retour au travail, travail avec les CHSCT.

Le taux d'absentéisme est de 5,79% en 2019, contre 5,68% en 2018. Ce taux d'absentéisme est calculé hors congés maternité. Il prend en compte les maladies, les accidents du travail et les maladies professionnelles.

1.3 - Santé et sécurité

1.3.1. Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information, de consultation et de négociation avec le personnel

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS accorde une grande importance au dialogue social et à l'expression de ses salariés. A ce titre, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS entretient un dialogue permanent avec les institutions représentatives du personnel (IRP).

Répondant aux exigences réglementaires des entités de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, les collaborateurs sont représentés par un Comité d'Entreprise, des Délégués du personnel, des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Le nombre de collaborateurs élus ayant le statut d'IRP est de 20 élus.

Par ailleurs, les représentations syndicales sont présentes afin de négocier avec la direction des accords d'entreprise.

1.3.2. Bilan des accords collectifs

Accord collectif instituant le Comité Social et Economique et portant sur la composition et les modalités de fonctionnement du comité au sein de Fiducial Bureautique : le 18/07/19.

Accord collectif relatif à la mise en place du vote électronique au sein de Fiducial Bureautique : le 20/06/19.

Accord collectif relatif à la prime de contribution de Centre Logistique de Préparation d'Heyrieux : le 23/05/19.

PV d'accord portant sur la NAO sur rémunération, le temps de travail et le partage de la valeur ajoutée : le 22/01/19.

Avenant de révision de l'Accord du 24/06/2006 portant sur l'aménagement du temps de travail de certaines catégories de salariés au sein de Fiducial Bureautique : le 17/12/2018.

Accord relatif à la mise en place d'un forfait annuel en jours pour certaines catégories de personnel de la logistique et du transport : le 17/12/2018.

1.3.3. Accidents du travail : fréquence, gravité, maladies professionnelles

Dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail, les principaux risques sont liés à la manutention des colis, à la conduite d'engins, aux chutes, à la circulation routière, et au travail sur ordinateur.

	2018	2019
Nombre d'accidents du travail (AT) ayant donné lieu à un arrêt de travail	25	40
Nombre d'accidents de trajet ayant donné lieu à un arrêt de travail	3	7
Nombre de jours perdus à la suite d'accidents du travail et de trajet	1054,5	1690
Le taux de fréquence ((nombre d'AT avec arrêt x 1 000 000) / nombre d'heures travaillées) est le nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois pour 1 000 000 heures de travail (*)	24,12	34,69
Le taux de gravité ((nombre de jours d'AT avec arrêt x 1 000) / nombre d'heures travaillées) représente le nombre de journées perdues pour 1 000 heures travaillées	0,91	1,47
Maladies professionnelles déclarées à la sécurité sociale au cours de l'année considérée	1	0

(*) Le nombre d'heures travaillées est estimé (228 jours x 7h x nombre de salariés)

Un partenariat s'est instauré avec les CHSCT concernés afin de travailler sur des actions de prévention liées aux risques professionnels et des applications pratiques ont été mises en œuvre :

- formations Gestes et Postures,
- formations EPI (Equipier de Première Intervention) et SST,
- formations aux permis caristes (1,3 et 5),
- révision du document annuel d'évaluation des risques professionnels (intégration du Plan Sécurité et du Plan Canicule),
- actions de protection individuelle contre les nuisances.

1.4 - Formation

1.4.1. Politiques mises en œuvre en matière de formation

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS investit dans la formation de ses collaborateurs.

Sa politique de formation professionnelle continue a deux priorités :

- des formations continues pour maintenir les compétences clés des collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions,
- des formations sécurité et prévention.

Ces priorités se traduisent par :

- des formations commerciales, dispensées en nombre par deux intervenants internes afin de garantir la qualité des formations et dont les thématiques sont : techniques de vente, formation produits, social selling, intégration commerciale des nouveaux collaborateurs,
- des formations sécurité & prévention : CACES (1, 3, 5), SST, Gestes et Postures, Equipier de Première Intervention (EPI), évacuation,
- des formations aux outils logistiques (approvisionnement),
- des formations au management de proximité (Centre Logistique de Préparation).

Des formations ponctuelles individuelles peuvent être mises en œuvre afin de répondre à des besoins spécifiques.

1.4.2. Nombre total d'heures de formation

Le nombre total d'heures de formation en France en 2019 s'élève à 9580,75 heures, contre 8706,5 heures en 2018. Rapporté à l'effectif, cela représente 13,4 heures de formation par personne, contre 12,3 heures en 2018. En 2019, 72,3% des salariés sont formés.

Concernant la sécurité, le nombre d'heures de formation est de 1299,5 en 2019, contre 890,5 heures en 2018.

1.5 - Egalité de traitement

1.5.1. Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'est engagé, à travers un accord d'égalité hommes/femmes, à respecter la parité et veille à assurer un traitement égal entre les femmes et les hommes, à situation comparable et dans tous les domaines : recrutement, rémunération, carrière, formation...

1.5.2. Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

En France, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS emploie en 2019, 20 collaborateurs en situation de handicap, contre 19 en 2018. D'autre part, dans le cadre des actions en faveur des personnes handicapées, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a alloué 101 680,01 € à plusieurs centres d'aide par le travail en 2019 (contre 105 964,65 € en 2018).

1.5.3. Politique de lutte contre les discriminations

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS agit pour la lutte contre les discriminations.

A ce titre, les séniors, correspondant aux collaborateurs âgés de plus de 50 ans, sont au nombre de 173 en 2019.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS conduit une démarche volontaire dans l'intégration des jeunes. En 2019, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a accueilli des alternants en contrats professionnels (11 alternants au 30 septembre 2019).

Par ailleurs, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS emploie 50 salariés âgés de moins de 25 ans.

FIDUCIAL offre régulièrement la possibilité aux étudiants vivant leur alternance au sein de la Firme, et qui ont un stage à l'étranger à accomplir, de s'intégrer à l'équipe DSI de FIDUCIAL basée à Columbia, Maryland U.S.A. pour une durée d'environ 3 mois.

Durant l'été 2019, du 24 juin au 10 septembre, Nicolas, Florian et Nathan ont ainsi pu bénéficier de cette expérience. Ils ont été accompagnés par FIDUCIAL à travers la mise à disposition d'un logement ainsi que d'un véhicule pendant toute la durée de leur stage.

Les équipes locales de la DSI les ont aidés dans leurs diverses démarches et les ont accueillis au sein des projets en cours. Ils ont également participé à l'événement annuel de l'entreprise, qui se déroule habituellement au mois de juin, et qui était cette année une croisière en bateau sur le fleuve Potomac à Washington, D.C.

C'est en partie grâce à cette opportunité, que FIDUCIAL perpétue depuis maintenant 3 ans, que la Firme peut se féliciter d'attirer des stagiaires de 4^{ème} et 5^{ème} année de très bonne valeur, dont certains choisissent d'ailleurs d'intégrer la DSI Fiducial en CDI à la fin de leurs études.

En 2019, une Préparation Opérationnelle à l'Emploi (P.O.E.) a été mise en place pour FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, afin de recruter des personnes susceptibles de pourvoir des postes vacants ou en création.

Il s'agit de la 6^{ème} session POE menée par le Groupe FIDUCIAL.

Le principe d'une P.O.E est de permettre à des demandeurs d'emplois inscrits au Pôle Emploi de suivre une formation au maximum de 400 heures pour développer leurs compétences et pourvoir un poste dans l'entreprise. La mise en place d'une POE doit compter au minimum 12 personnes.

La plupart du temps, c'est Pôle Emploi qui finance, avec le soutien de l'organisme de formation professionnelle.

De son côté, FIDUCIAL présente au Pôle Emploi les postes en recrutement (en 2019, il s'agit de postes d'assistantes back et front office pour FOS), et interroge les organismes de formation susceptibles d'accompagner les futurs formés.

C'est l'AFPA de Vénissieux qui a été retenu pour accompagner les demandeurs d'emplois et FIDUCIAL dans ce projet. Ils seront formés mais aussi évalués à la fois sur leurs acquis d'apprentissage mais aussi sur leur comportement tout au long des 400 heures de formation.

De son côté, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'engage à embaucher en CDI (avec une période d'essai) les personnes formées et qui ont réussi les évaluations.

La session mise en place le 1^{er} octobre 2019 devrait permettre le recrutement de 12 nouveaux collaborateurs en CDI à compter du 2 janvier 2020.

FIDUCIAL a recruté en moyenne 8 personnes sur 12, à chacune des sessions, depuis 2018, ce qui prouve l'efficacité de ce dispositif.

1.6 - Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

1.6.1. Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Comme indiqué au travers des relations sociales, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS respecte et applique les principes de liberté d'association et de négociation collective.

1.6.2. Elimination des discriminations en matière d'emploi et de vie professionnelle

En matière d'emploi et de vie professionnelle, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'attache essentiellement à la compétence de ses collaborateurs indépendamment de toute autre caractéristique et applique le Pacte Mondial des Nations Unies, plus connu sous le nom de Global Compact qui consiste à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de vie professionnelle.

1.6.3. Elimination du travail forcé ou obligatoire

En tant qu'entreprise soumise au droit social français et européen, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS respecte les dispositions légales en matière sociale et ne s'expose donc pas au travail forcé ou au travail obligatoire.

1.6.4. Abolition effective du travail des enfants

Concernant ses fournisseurs, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a rédigé depuis 2002 une charte de déontologie des fournisseurs et de leurs sous-traitants spécifiant son attachement au respect des dispositions définies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), et leur demande de s'engager à en respecter les principes fondamentaux. Il s'agit notamment de la réglementation en matière de travail des enfants ou de travail forcé, de comportement contraire à la dignité au travail, de la représentation et l'expression des salariés, ou encore de toute discrimination.

2 - Informations environnementales

Les indicateurs quantitatifs Environnement sont basés sur un périmètre France.

2.1 - Politique générale en matière environnementale

2.1.1. Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

Le management environnemental est une priorité de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS depuis de nombreuses années. Il est issu de la démarche de développement durable en 2007 sur la base d'un diagnostic indépendant lui-même réalisé selon la norme AFNOR en vigueur à l'époque.

Au travers d'une feuille de route annuelle organisée selon les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies / Global Compact auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS adhère depuis 2008, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est déjà opérationnelle dans le fonctionnement d'un management des aspects environnementaux de ses activités. Cette feuille de route est constituée du Rapport Sociétal des Entreprises et de la COP (Communication On Progress) liée à la participation au Global Compact.

Parallèlement, l'amélioration continue est ancrée dans la culture et le quotidien de l'entreprise. Elle est une continuité du système qualité existant au niveau de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS qui est organisé en processus autour de la **certification ISO 9001**.

Par ailleurs, en complément de l'ISO 9001, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est **certifié ISO 14001** sur le périmètre de la France et de la Belgique.

La certification pour la Belgique a été obtenue en 2012, puis en 2018 pour la France.

En 2018, FIDUCIAL a également obtenu **les certifications FSC et PEFC** pour la France, la Belgique et le Luxembourg.




Ces certifications « Chaîne de Contrôle », autorisent FOS à communiquer avec ses clients au sujet des certifications FSC et PEFC des produits. Ces 2 certifications valident le fait que FOS vérifie à différents niveaux (certification des fournisseurs, réception des marchandises, facturation fournisseurs) que les produits sur lesquels la certification est indiquée sont bien certifiés. Ensuite, FOS indique sur ces propres bons de livraison et factures les spécificités FSC ou PEFC de chaque produit. Ces certifications de gestion responsable des forêts assurent la gestion durable des forêts en France et dans le monde. Elles garantissent que le produit acheté est issu des sources responsables. Elles permettent aux clients de faire des choix éclairés sur les produits à base de bois qu'ils achètent (papiers et dérivés, mobilier...).

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS tend en permanence à améliorer son offre par des produits verts, certifiés écologiquement par des organismes et selon des référentiels internationaux reconnus. FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'est engagé à augmenter systématiquement son offre de produits respectueux de l'environnement, produits de marques et produits génériques labélisés ou correspondant à des critères environnementaux de l'ISO 14021.

Une analyse a été réalisée courant 2019, afin de mieux catégoriser ces produits dits « verts ». Effectivement, cette dénomination n'a pas de définition propre.

Aussi, FOS a décidé, pour son catalogue 2020, de mieux définir ses produits verts.

3 catégories ont été retenues pour la qualification, en 2019, de la base produits du catalogue 2020 :

-  : produits identifiés avec 3 feuilles sur les catalogues : ces produits possèdent au moins 1 label environnemental reconnu (NF Environnement, Ecolabel, Blue Angel, Nordic Swan, Cradle to Cradle, Agriculture Biologique, FSC, PEFC),
-  : produits identifiés avec 2 feuilles sur les catalogues : ces produits répondent à plus de 2 critères de la Norme ISO 14021 (Biodégradable et/ou compostable, contenu recyclable, contenu recyclé, réutilisable et/ou rechargeable, sans substance x/éco-toxicité réduite),
-  : produits identifiés avec 1 feuille sur les catalogues : ces produits répondent à au moins 2 critères de la Norme ISO 14021 (Biodégradable et/ou compostable, contenu recyclable, contenu recyclé, réutilisable et/ou rechargeable, sans substance x/éco-toxicité réduite).

Des statistiques sont mises à disposition en interne et pour les clients chaque année.

Pour le catalogue 2020, 4 130 produits sont « verts », soit 40,5% du total des produits des catalogues imprimés :

- 2 096 produits ont 3 feuilles, soient 20,5% des produits,
- 406 produits ont 2 feuilles, soient 4% des produits,
- 1 628 produits ont 1 feuille, soient 16% des produits.

Par ailleurs, en matière d'environnement, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'engage au respect :

- des exigences légales applicables en France, concernant les sites logistiques et le transport : sécurité, autorisations, analyse de risques...,
- de la réglementation en vigueur pour les locaux publics : sécurité, énergie, gestion des déchets,
- des autres exigences applicables notamment de la part des clients en particulier celles liées à notre offre : collecte des consommables informatiques, piles, DEEE et ampoules usagées.

2.1.2. Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS axe ses efforts sur le développement durable et la qualité.

Ainsi, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS associe ses collaborateurs à sa démarche de développement durable par le biais de séminaires d'intégration et de stages internes.

En France et en Belgique, des formations à l'environnement sont réalisées par le Responsable Qualité Sécurité Environnement, au moins une fois par an, à l'ensemble du personnel concerné, dans le cadre de l'ISO 14001.

En Belgique, des formations sont aussi développées dans des domaines spécifiques tels que l'éco-conduite, notamment auprès des collaborateurs intervenant au niveau du commerce.

2.1.3. Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

L'implication de tout le personnel de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et l'engagement total de la Direction Générale, garantissent le suivi au plus près de l'application de ce programme, qui permet d'une année sur l'autre de réduire sensiblement les impacts environnementaux du groupe.

Dans le cadre de l'ISO 14001, une analyse très détaillée des Aspects Environnementaux Significatifs (A.E.S.) est réalisée chaque année, afin de mettre en place des actions visant à réduire ces impacts.

Ces A.E.S sont étudiés en revue avec chaque Direction au moins une fois par an, et font l'objet d'une revue de Direction annuelle. Les plans d'actions sont objectivés et analysés afin de vérifier leur efficacité.

FIDUCIAL met tout en œuvre pour éviter les déplacements de ses collaborateurs ou futurs collaborateurs :

FIDUCOM poste à poste, en place depuis début 2018, permet d'éviter des déplacements (notamment pour le recrutement). En 18 mois, 3500 rendez-vous ont été réalisés en visioconférence via FIDUCOM, en évitant tout déplacement.

FIDUCOM salle permet également, en France, en Belgique, en Suisse, au Luxembourg et aux Etats-Unis d'éviter des déplacements en permettant à divers collaborateurs éloignés de réaliser des réunions en visioconférence. Il existe à ce jour 20 salles équipées de FIDUCOM, une cinquantaine au total seront équipées d'ici fin 2020.

FIDUCONF permet de visualiser des documents et d'échanger oralement sur un sujet.

Très utilisé au niveau de la formation, FIDUCONF permet également d'éviter de nombreux déplacements.

FIDUCIAL met tout en œuvre pour accélérer la dématérialisation et éviter ainsi les impressions papiers et les envois de documents papiers :

De nombreux workflows ont été produits : demandes de congés, demande d'assistance informatique, suivi de recrutement, demandes de formation...

Sur 12 mois, 110 000 workflows ont été émis par l'ensemble des collaborateurs de FIDUCIAL.

2.2 - Pollution

2.2.1. Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

L'activité de négoce est par définition peu polluante, exception faite de la partie distribution.

Des actions ont été entreprises pour réduire les émissions de polluants atmosphériques nocifs.

Le renouvellement de la flotte de livraison par des véhicules aux normes EURO V+ et EURO VI, par ailleurs plus sévères sur les émissions de gaz à effet de serre, a permis une disparition quasi-totale des rejets NO/NOx (oxydes d'azote).

Concernant la flotte de véhicules à disposition des collaborateurs, une étude pour des véhicules alternatifs au diesel est en cours, dans le but de proposer des véhicules électriques ou hybrides adaptés aux différents besoins.

Il est indispensable d'adapter la motorisation à l'utilisation du véhicule. Un véhicule électrique ne sera pas approprié pour les conducteurs empruntant majoritairement les autoroutes à la différence d'un conducteur évoluant en milieu urbain.

L'objectif est de fournir une offre de véhicule alternative bénéficiant d'une motorisation électrique ou hybride aux collaborateurs en faisant la demande et dont l'utilisation est compatible avec ces nouvelles énergies.

Parallèlement, pour les véhicules personnels des collaborateurs, 4 bornes de chargement électrique ont été installées, en 2018, sur les sites de Lyon Vaise et de Paris (Immeuble Lotus).

En 2019, une démarche relative à la création d'une plate-forme de covoiturage a été lancée. L'étude est en cours, afin de trouver un produit qui soit durable. Cette plate-forme de co-voiturage sera disponible en 2020.

2.2.2. Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est soucieuse des émissions sonores et en constante recherche d'amélioration pour leur diminution. En ce sens, le convoyeur du Centre Logistique de Préparation a été changé en aout 2016.

2.3 - Economie circulaire

2.3.1. Prévention et gestion des déchets

2.3.1.a. Mesures de prévention, de recyclage et de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets

Les activités de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS génèrent essentiellement des déchets d'emballages cartons et plastiques, liés aux activités logistiques, ainsi que des déchets de papier. FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a créé un partenariat avec un leader du secteur spécialisé en France pour le transport, la valorisation et la formation du personnel au tri propre pour le Centre Logistique de Préparation (CLP) et les plates-formes régionales.

Les données du prestataire ne sont pas disponibles à la date d'élaboration du rapport.

Le résultat de ces mesures se traduit par diverses actions :

- utilisation de cartons fabriqués avec du papier recyclé et 100% recyclables FSC,
- utilisation d'enveloppes 100 % recyclables,
- utilisation de sachets recyclables pour emballer les petites commandes et les petits produits d'entretien (liquides),
- utilisation d'enveloppes pour les petits envois,
- utilisation de quatre formats d'emballages de taille différente afin d'optimiser le montage des palettes et ainsi les chargements des camionnettes,
- Adaptation de la taille du carton selon le volume en le pliant pour ajuster la hauteur et limiter les mouvements des produits à l'intérieur du colis (réduction du volume transporté et de la casse des produits),
- utilisation de papiers 100 % PEFC pour l'édition du catalogue général, et réduction du grammage (54g au lieu de 70g pour la France, 65g au lieu de 70g pour le Benelux),
- utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement pour l'édition des supports de communication,
- tri interne des aérosols vides et usagés,

Le recyclage en interne et proposé aux clients :

- adhésion à CITEO (Éco-organisme agréé par les pouvoirs publics qui verse des soutiens financiers aux entreprises qui collectent et recyclent les papiers). Par cette adhésion, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS soutient financièrement les collectivités où sont domiciliés ses clients. Sur l'année civile 2018, 27 068 tonnes ont été déclarées, soit 1 124 845 € de contribution, qui ont permis de financer la collecte de papier pour 629 800 habitants, ce qui a permis le recyclage de 10 610 tonnes de papiers. L'impact de cette contribution est multiple : elle fait progresser le recyclage en accompagnant financièrement les collectivités, elle favorise l'éco-conception, développe l'innovation et aide à la communication visant à sensibiliser les citoyens au geste de tri,
- adhésion au programme « new life attitude » de REVIALIS qui permet une récupération gratuite des consommables d'impression usagés : tri des cartouches, revalorisation des cartouches réutilisables (100 % de valorisation – réemploi des pièces détachées et réemploi des matériaux restants),

- adhésion à COREPILE, qui permet une récupération des piles et en assure le recyclage,
- adhésion à RECYLUM, qui permet la récupération des ampoules, et en assure le recyclage,
- adhésion à ECOLOGIC, qui permet la récupération et le recyclage des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)
- contractualisation avec PAPREC, pour le papier et le carton,
- contractualisation avec CANIBAL, pour les gobelets, bouteilles plastique et canettes métal,
- contractualisation avec INO Recyclage pour la petite fourniture de bureau,
- récolte au siège de Lyon et au Centre Logistique d'Heyrieux d'instruments d'écriture usagés remis à TERRACYCLE, qui est engagée dans une démarche de recyclage en donnant à ces instruments une nouvelle vie,
- récolte du papier dans les « Croq feuilles » au siège de Lyon. Les « Croq feuilles » sont collectés par une entreprise qui se charge de revaloriser le papier/carton.

En 2019, FIDUCIAL a fait le choix de nouveaux distributeurs de boissons chaudes afin de faciliter l'utilisation de tasses réutilisables.

Dorénavant, les distributeurs, au siège de Lyon Vaise, sont compatibles avec les tasses ou mugs personnels (le gobelet jetable n'est plus automatiquement délivré comme auparavant). De plus, un MUG a été offert à l'ensemble des collaborateurs du site, afin de faciliter leur démarche environnementale.

En 2019, FIDUCIAL a contractualisé, pour son site de Lyon, avec EcoMégot.

Un mégot contient 2500 substances chimiques et peut polluer jusqu'à 500 litres d'eau.

FIDUCIAL a donc décidé de limiter la pollution due à ces mégots en contractualisant avec Eco-mégot, qui viendra chaque mois récolter des barils plein de mégots (qui auront été collectés par le personnel de nettoyage au niveau des divers cendriers implantés sur les lieux dédiés).

Eco Mégot collecte les mégots (en vélo !) et revalorise ces derniers en les dépolluant à 100%.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'est pas exposée aux rejets d'exploitation des eaux usées et n'a donc pas nécessité de mettre en œuvre des actions particulières à ce niveau (rejets d'eau sanitaire uniquement).

2.3.1.b. Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire

Les produits alimentaires stockés comportant une date de péremption font l'objet d'une gestion spécifique de contrôle et de suivi des dates. Ces produits sont retirés de la vente dès qu'il y a moins d'un mois entre la date du jour et la date de péremption indiquée sur le produit.

Ces produits sont alors consommés en interne ou donnés au personnel avec l'information de la date limite de péremption.

2.3.2. Utilisation durable des ressources

2.3.2.a. Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

La consommation d'eau du Centre Logistique de Préparation (CLP) s'élève sur l'exercice à 1 928 m³, contre 1 739 m³ sur l'exercice précédent.

2.3.2.b. Consommation d'énergie et mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

La consommation d'électricité du Centre Logistique de Préparation (CLP), qui est le principal site industriel, s'élève à 1 241 651 kWh sur l'exercice, contre 1 203 090 kWh sur l'exercice

précédent. Les locaux occupés par FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS étant majoritairement pris en location, les décisions d'investissement dans des installations ou des équipements favorisant l'utilisation d'énergies renouvelables sont à la charge des propriétaires des locaux loués.

La consommation de gaz du principal site industriel de Fiducial Office Solutions (CLP) s'élève à 2 368 857 kWh sur l'exercice, contre 2 118 186 kWh sur l'exercice précédent.

La consommation de carburant de l'ensemble de la flotte automobile (VP et VU) s'élève en 2019 à 864 043 litres, contre à 885 620 litres en 2018. Une réflexion est en cours pour tester de nouvelles motorisations. Ainsi, des véhicules aux GNV ont été testés en partenariat avec un fournisseur dédié. Les vignettes Crit'air sont dorénavant systématiquement demandés aux loueurs afin de pouvoir maintenir les livraisons dans les zones à circulation restreinte de plus en plus nombreuses. Il s'agit pour FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS d'anticiper sur la fin annoncée du diesel dans les villes et donc de repenser l'organisation de la logistique, en particulier celle du dernier kilomètre.

La consommation de carburant a été plus faible (-2,5%), alors que le nombre de commandes livrées est plus important (+3%).

2.3.2.c. Utilisation des sols

Les sols utilisés sont pour l'essentiel situés dans des zones d'activités déjà implantées. En conséquence, il n'y a pas de développement de surface sur des zones rurales ou des zones protégées et toutes les constructions se font en respect des réglementations urbanistiques.

2.4 - Changement climatique

2.4.1. Les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et des services qu'elle produit

Conscient des impacts environnementaux, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a initié un bilan de gaz à effet de serre (GES) en 2008 qui a servi de référence pour les actions mises en œuvre. Depuis 2015, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS élabore un bilan de gaz à effet de serre sur un périmètre qui correspond au bilan GES réglementaire de sa filiale en France. Les émissions de gaz à effet de serre issues de ce périmètre et générées par l'activité de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS sont évaluées à 2 733 tonnes éq. CO₂ en 2018, contre 2 934 tonnes en 2017.

Le périmètre de calcul correspond aux sites où FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est locataire d'une SCI de FIDUCIAL REAL ESTATE.

Pour cet exercice, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a fait appel à la société QCS Services pour la réalisation de son bilan GES. Cette dernière a recalculé le bilan de 2017, en utilisant les mêmes facteurs d'émission (comme la méthodologie le précise) présents dans la V8 du tableur Bilan Carbone® élaboré avec l'ADEME.

Les principales actions sont les suivantes :

- renouvellement complet de la flotte de livraison au standard EURO V+ ou EURO VI, équipée du système Start & Stop et équipement complet de la flotte de véhicules du pack blue EFFICIENCY (baisse des émissions des CO₂),
- mise en circulation, en France, de 7 véhicules GNV (Gaz Naturel pour les Véhicules), dans les centres villes,
- mise en stock avancé du papier en plates-formes régionales,
- analyse des taux de retours clients des produits et actions d'amélioration associées,
- puissances de comptage et contrats chez EDF redimensionnés,
- consignes de températures ont été revues à la baisse.

Grâce au bilan de gaz à effet de serre, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS peut connaître l'impact réel d'une commande en kg éq CO₂. En 2018, l'impact calculé dans le cadre des règles du bilan GES réglementaire est de 3,26 kg éq CO₂ par commande (contre 3,72 kg éq CO₂ en 2017).

2.4.2. Adaptation aux conséquences du changement climatique

Le modèle métier de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'est pas impacté - en dehors d'autres aspects évoqués dans ce rapport - par le changement climatique.

2.5 - Protection de la biodiversité : mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

En plus des trois ruches urbaines installées sur les toits d'un bâtiment de Bordeaux, FIDUCIAL, en 2019 a installé 4 ruches sur les toits du siège administratif de Lyon.

FIDUCIAL a choisi de réaliser un partenariat avec un apiculteur pour la production de miel et la sensibilisation de ses équipes. Il s'agit de participer au développement de l'économie locale et à la préservation de la biodiversité.

Il est démontré que l'installation de ruches sur un site donné permet non seulement la pollinisation des cultures, mais également des autres espèces végétales autour du rucher. Les plantes concernées se développent, et les espèces animales qui s'en nourrissent ou s'y abritent en profitent également.

La ville est actuellement un endroit idéal pour les abeilles : il n'y a pas de pesticides, moins de frelons asiatiques et des températures plus douces.

La diversité florale y est également plus importante qu'à la campagne.

Installées sur le site de Lyon Vaise, les abeilles pourront polliniser plusieurs millions de fleurs en profitant, au printemps, des acacias et des tilleuls de la colline de Fourvière.

Quelques chiffres :

- 5 millions de fleurs visitées et pollinisées pour chaque kg de miel produit,
- Les abeilles butinent sur un rayon de 3km,
- 85% des espèces végétales dépendent de la pollinisation,
- 30% du poids de notre alimentation dépend de la pollinisation,
- 20% des colonies meurent chaque année en France,
- 60% du miel consommé en France est importé.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a installé un hôtel à insectes au Centre Logistique de Préparation d'Heyrieux. L'hôtel à insectes est un dispositif qui facilite la survie hivernale, d'insectes et d'arachnides qui sont souhaités dans des écosystèmes où la pollinisation et la biodiversité sont recherchées. L'été, il sert de support de ponte à des espèces comme les abeilles maçonnées. Les insectes sont à l'abri et participent au bon équilibre de la nature.

3 - Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

3.1 - Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

3.1.1. En matière d'emploi et de développement régional

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a fait le choix de mettre en place une organisation décentralisée au niveau des forces commerciales et du transport en France :

- les structures commerciales sont organisées en deux directions régionales (Nord, Sud) qui couvrent huit agences (une à Paris et sept en régions) permettent une réelle proximité clients. Cette présence géographique est un facteur de différenciation par rapport aux concurrents de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS,
- pour le transport, les chauffeurs-livreurs résident à proximité des vingt-sept sites composés de vingt-deux plates-formes logistiques et cinq antennes logistiques en France.

De même au Benelux, où au delà d'une présence à Bruxelles et au Luxembourg, il est tenu compte des particularismes régionaux et linguistiques permettant de maintenir la nécessaire proximité auprès des clients.

Le choix d'ancrage local participe au soutien de l'emploi dans les villes et les régions où FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est implanté.

3.1.2. Sur les populations riveraines ou locales

L'implantation du Centre Logistique de Préparation des colis (CLP) de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS contribue naturellement à l'essor économique et social de la ville.

En 2019, un plan de communication « recrutement de proximité » pour ce centre logistique a été structuré, afin de toucher 70 000 personnes rayonnant autour de 25 kms du site d'Heyrieux (Isère) :

- des annonces seront passées dans les magazines des communes avoisinantes,
- des flyers de promotion seront déposés dans 70 000 boîtes aux lettres (avec en parallèle une opération parrainage permettant à la personne ayant reçu le flyer de le transmettre à une connaissance avec pour elle un cadeau à la clé à l'issue du recrutement),
- des bannières géo localisées sur le périmètre Rhône-Isère seront présentes sur le site LeBonCoin pendant 4 semaines,
- des publicités sponsorisées géo localisées apparaîtront au niveau du fil d'actualités sur Facebook,
- des bâches seront installées à proximité du site, en façade routière.

Ainsi, fin 2019, FOS touchera l'ensemble des populations riveraines susceptibles d'être intéressées par un emploi au sein du centre logistique.

Cette proximité permettra aux futurs collaborateurs de gagner du temps sur leur temps de trajet et les émissions de CO2 quotidiennes seront limitées.

3.2 - Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

3.2.1. Actions de partenariat ou de mécénat

En 2019, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a offert des fournitures de bureau diverses à l'association « Enfants du désert ». Ces fournitures ont été remises à cette association à l'occasion du 4L Trophy.

La firme FIDUCIAL pilote et anime pour le compte de toutes ses entités des actions de partenariat et de mécénat. La firme FIDUCIAL apporte son soutien à un certain nombre de clubs sportifs et associations dont elle partage les valeurs.

FIDUCIAL a signé une convention de soutien à la politique de réserve militaire avec le Ministère des armées, illustrant ainsi son implication sociétale dans le contexte actuel. FIDUCIAL, en tant que partenaire de la Défense Nationale, s'engage en matière de disponibilité, réactivité et formation des personnels réservistes.

Dans le domaine sportif :

FIDUCIAL est partenaire de l'association « Sport dans la ville » qui favorise l'insertion de jeunes issus de quartiers sensibles par le sport.

FIDUCIAL est partenaire de l'association « Bauges Ski Nordique » et « Comité du Ski du Massif Jurassien » dont le projet sportif est basé sur la compétition de haut niveau, pour offrir la possibilité aux jeunes de pratiquer les disciplines nordiques du ski de fond et du biathlon.

FIDUCIAL est partenaire du Centre Omnisports de Lozère, à Mende.

FIDUCIAL contribue au « match des légendes », organisé à Bordeaux par Pascal Olmeta.

L'objectif de cette rencontre sportive est de récolter des fonds pour l'association « un sourire, un espoir pour la vie ».

FIDUCIAL participe au raid humanitaire «EUROP'RAID » qui a pour but de distribuer des fournitures scolaires et sportives à travers l'Europe. Une action écologique est couplée par la plantation de 1000 arbres pour 10000 kms, afin de compenser les émissions carbone de ce raid.

FIDUCIAL soutient l'Association « les Canuts », qui dépend des Hospices Civils de Lyon et organise un tournoi national de badminton qui conjugue sport, santé et convivialité.

FIDUCIAL soutient l'association sportive Gazel's Caraïbes.

FIDUCIAL participe au HANDISHOW, qui est organisé par l'association « Rêvons ensemble ».

Le but est de changer le regard envers les personnes en situation de handicap.

Pour cela, des manifestations hors du commun avec des sportifs handicapés et valides sont organisées.

FIDUCIAL soutient l'association « Premiers de Cordée » parrainée par Kilian M'bappe et Christian Jeanpierre. Premiers de Cordée propose des initiations sportives pour les enfants hospitalisés et des actions de sensibilisation au handicap.

FIDUCIAL aide également une sportive de haut niveau : Annouck Cuzillat, non voyante de naissance et kinésithérapeute, pratique le triathlon (course, nage et vélo). FIDUCIAL a décidé de l'aider dans les années qui précèdent les JO handisports de 2020 à Tokyo.

Dans le domaine de la santé :

FIDUCIAL est également partenaire de l'association « Courir pour elles », qui reverse tous les bénéfices de ses manifestations à des associations spécialisées sur le traitement des cancers touchant les femmes.

A Nancy, FIDUCIAL participe au Téléthon par l'intermédiaire de l'agence de Nancy.

FIDUCIAL soutient l'association A.P.P.E.L. (Association Philanthropique des Parents d'Enfants atteints de Leucémie ou autres cancers) en participant au Raid Amazones du Vietnam, raid multisports 100% féminin. Chaque équipe soutient une association, dont l'A.P.P.E.L. qui financera un robot de télé-surveillance permettant aux enfants hospitalisés de rester en contact avec leurs familles, amis ou professeurs.

FIDUCIAL participe à une soirée privatisée pour des enfants malades ou handicapés au Zoo de Lyon : « Dreamnight at the zoo » au cœur du Parc de la Tête d'Or. Cette soirée offre à ces enfants une soirée privilégiée, un moment d'évasion pour oublier les soucis du quotidien.

Dans le domaine humanitaire :

FIDUCIAL développe des partenariats humanitaires avec FONREAL (Fondation pour le Renforcement de l'aide Alimentaire) et le foyer « Notre-Dame des Sans-Abri ». La fondation FONREAL soutient des structures qui fondent leur action sur la lutte contre le gaspillage, la gratuité, le don, le partage, le bénévolat et le mécénat, en particulier les Banques Alimentaires. Sa mission est de contribuer à augmenter la capacité d'intervention des opérateurs de collecte

et de redistribution de denrées alimentaires au profit de populations en difficulté.

FIDUCIAL soutient l'action « Mes Arbres de la Solidarité » de l'association « Notre-Dame des Sans-Abri » en finançant des arbres qui viendront reboiser la ville de Lyon.

FIDUCIAL apporte son soutien à Habitat et Humanisme en participant à « l'Escale solidaire », et plus particulièrement en finançant une partie du dîner de Noël qui a été offert aux Sans Domicile Fixe.

FIDUCIAL soutient l'association Regards de Femmes, qui agit pour promouvoir la parité, lutte contre la violence faite aux femmes et favorise la solidarité entre les femmes de France, d'Europe, du Monde.

FIDUCIAL soutient le Secours Populaire Français, notamment pour l'organisation de la soirée de gala « Entrée de secours ».

Dans le domaine de l'éducation :

FIDUCIAL soutient l'association « Entreprendre Pour Apprendre » Rhône-Alpes. Cette association propose aux jeunes une expérience pratique et complémentaire au savoir académique. Elle fait découvrir les métiers et ouvre des perspectives ; elle initie à la vie économique et au travail en groupe. Elle développe l'autonomie, la responsabilité, la créativité, la confiance en soi et la prise d'initiatives.

FIDUCIAL est parrain de la promotion 2016/2019 de l'INSA Informatique (IF).

FIDUCIAL soutient l'école « Le 101 », hébergée sur le campus numérique de la région Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon-Confluence. Le 101 reprend le modèle de l'école 42 créée par Xavier Niel qui privilégie créativité, autonomie et esprit d'équipe pour former les développeurs de demain. FIDUCIAL matérialise son engagement sur les enjeux d'éducation en général, et dans le domaine du numérique et du codage en particulier.

FIDUCIAL soutient, par l'intermédiaire de FIDES, MADASHARE. C'est un projet permettant à des entreprises de s'engager dans une aventure solidaire auprès du peuple malgache. A travers un partage de ressources, essentiellement financières, le but est d'œuvrer pour favoriser l'éducation.

FIDUCIAL soutient la fondation de l'Université de Lyon qui organise des colloques avec les différentes universités de Lyon.

Dans le domaine de la culture :

FIDUCIAL soutient également le festival musical Ré Majeur à La Flotte en Ré.

FIDUCIAL soutient le festival de musique de la Chartreuse de Sainte Croix en Jarez : « Les Musicales ».

FIDUCIAL soutient le festival de Bande Dessinée BD à la Plage (Arts Média) à Sète.

FIDUCIAL participe au concert de l'Hôtel Dieu de Lyon pour les enfants non-voyants.

FIDUCIAL finance le concert (400 places) destiné aux familles de militaires, blessés en opération.

FIDUCIAL soutient « l'Art et l'Enfance », qui réalise le festival des Voix de l'Enfance.

FIDUCIAL a inscrit 3 équipes à la « Dictée du Rotary »

Enfin, depuis 1999, FIDUCIAL est mécène de CLIMSO, qui est un instrument astronomique solaire basé à l'Observatoire du Pic du Midi. Il est utilisé par les Observateurs Associés et produit des CLichés Multiples du SOleil.

Depuis une vingtaine d'années, FIDUCIAL organise, dans les locaux du centre de formation de Lyon Vaise, une collecte de sang annuelle.

Pour l'Etablissement Français du Sang (E.F.S.), FIDUCIAL réunit chaque année à la mi-septembre 55 collaborateurs volontaires (ce qui correspond au maximum possible pour les équipes d'E.F.S.).

3.3 - Sous-traitance et fournisseurs

3.3.1. Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS demande à ses fournisseurs de s'engager au travers de la charte de déontologie des fournisseurs et de leurs sous-traitants. Les fournisseurs s'engagent notamment à prendre en compte les sujets sociaux, sociétaux et environnementaux et à communiquer sur demande à FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS les informations relatives aux conséquences de l'activité de la société sur l'environnement.

En ce qui concerne le catalogue 2019 :

95 % des fournisseurs référencés pour l'offre catalogue de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ont signé un QIF (Questionnaire d'Identité Fournisseur) et 88% ont signé la charte de déontologie des fournisseurs et de leurs sous-traitants :

- 47 % des fournisseurs sont certifiés ISO 9001,
- 41 % sont certifiés ISO 14001.

3.3.2. Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

Le recours à la sous-traitance est faible chez FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS. Il s'agit pour l'essentiel des frais de montage pour le mobilier de bureau et de louageurs pour le transport. Le dispositif de sélection de ces sous-traitants prend en compte divers critères dont la politique de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS en matière de développement durable.

En complément à ce dispositif, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS dispose pour les produits en provenance de Chine d'un bureau de représentation à Shanghai avec un collaborateur en charge de rendre régulièrement visite aux industriels sélectionnés pour effectuer des audits techniques, des audits de qualité et des audits concernant les approvisionnements.

3.4 - Loyauté des pratiques

3.4.1. Actions engagées pour prévenir la corruption

En adhérant au Global Compact, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'engage à lutter contre la corruption. Les collaborateurs de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS sont sensibilisés et les procédures applicables dans les échanges avec les tiers sont connues des collaborateurs et présentées aux tiers concernés. Les achats en provenance de Chine et d'Asie du sud-est sont négociés et contractualisés par les équipes françaises, sans intervenants locaux.

Les commissaires aux comptes sont amenés, dans le cadre de leur mission légale, à contrôler la bonne application des procédures opérationnelles dont le respect des processus de négociation avec les tiers de l'entreprise.

Cette année, FIDUCIAL a participé, au sein de l'association MiddleNext qui regroupe les valeurs moyennes de la place financière de Paris, à l'élaboration d'un code de conduite anti-corruption qui est déployé chez FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS depuis le mois d'août 2018.

Le code de conduite anticorruption se réfère à la Convention des Nations Unies contre la corruption et s'attache à lutter contre toutes les formes de corruption.

En complément, des procédures relatives aux cadeaux et conflits d'intérêt ont été déployées.

3.4.2. Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apporte un soin particulier à la sélection des produits qui sont proposés aux clients.

Par ailleurs, les produits alimentaires stockés comportant une date de péremption font l'objet d'une gestion spécifique de contrôle et de suivi des dates. Ces produits sont retirés de la vente dès qu'il y a moins d'un mois entre la date du jour et la date de péremption indiquée sur le produit.

Les produits potentiellement dangereux pour la santé (aérosols, produits d'entretien, sacs plastiques...) sont vendus dans l'emballage d'origine du fabricant de manière à transmettre les consignes de sécurité obligatoires.

3.5 - Autres actions engagées en faveur des droits de l'Homme

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a instauré dans les rapports contractuels qu'il entretient avec ses fournisseurs, une charte de déontologie des fournisseurs et de leurs sous-traitants reposant sur les principes d'éthique, de moralité, de professionnalisme, de transparence et de responsabilité.

Comme précisé précédemment, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS s'attache à respecter toutes les actions en faveur de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

15 - GESTION DES RISQUES

Identification des facteurs de risques :

Le Comité d'Audit, la Direction Générale, la Direction Administrative et Comptable, la Direction Qualité et la Direction de l'Audit interne sont en charge du contrôle interne et du pilotage global du management du risque au sein de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS. Dans ce cadre elles sont chargées d'identifier les facteurs de risques opérationnels, financiers et juridiques auxquels sont exposées les sociétés du Groupe. Elles fixent les priorités, veillent à la mise en place des plans d'actions et contrôlent la bonne application des procédures.

Les risques sont identifiés dans le système de management de la qualité. La cartographie des risques repose sur la cartographie des processus de fonctionnement internes (processus métiers et processus supports).

Chaque processus est détaillé et les facteurs de risque sont couverts par des procédures de contrôle interne qui permettent de s'assurer que les dispositions sont prises pour en supprimer ou en réduire les effets. Le suivi de la mise en place des recommandations est assuré par les audits de contrôle interne.

Risques liés à la valeur des incorporels :

Les acquisitions réalisées par FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS se traduisent dans ses états financiers consolidés par la reconnaissance de goodwill, représentatif des avantages économiques futurs attendus des actifs acquis. Des révisions à la baisse de ces avantages attendus, en raison notamment de la situation économique, peuvent se traduire par des dépréciations du goodwill.

L'essentiel de la valeur du goodwill (54,2 M€) est affecté à la branche distribution de fournitures et de mobilier de bureau. Sur son marché FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est le 3^{ème} acteur national, avec une organisation logistique totalement intégrée. Par ailleurs les décisions prises récemment et déjà évoquées ont pour objectif de dynamiser ses ventes et de renforcer ses positions concurrentielles sur le terrain.

Dans le cadre des normes comptables IFRS, la valeur des goodwill doit être testée annuellement pour vérifier la cohérence entre la valeur inscrite au bilan et les performances des filiales en question sur leurs marchés. Des éléments d'information complémentaires figurent au paragraphe 5. Notes complémentaires aux comptes consolidés.

Au 30/09/2019, le goodwill à l'actif du Groupe s'élevait à 62,1 M€ après prise en compte d'une dépréciation de 0,2 M€ constatée dans le résultat consolidé de l'exercice 2019.

Risques financiers :

• Risque de taux :

Depuis le remboursement de la dernière échéance d'emprunt au cours de l'exercice 2018, le groupe n'est plus exposé au risque de variation de taux d'intérêt.

Les actifs financiers sont composés de comptes courants bancaires.

• Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur du Groupe ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque qui affecte principalement la catégorie des prêts et créances est suivi au niveau de chaque entité et s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues.

En particulier, le risque client est approfondi à l'aide d'une étude de solvabilité de certains débiteurs et futurs débiteurs réalisée par un croisement d'informations internes et d'informations fournies par un prestataire spécialisé en renseignement commercial.

Les créances clients ont un délai moyen de paiement qui se situe entre 51 et 61 jours selon les mois.

Le client le plus important représente 2,7 % du chiffre d'affaires 2018/2019.

Du fait de l'atomisation de ses clients, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'a pas de risques majeurs sur ses créances et n'a donc pas souscrit d'assurance crédit.

La dépréciation sur les créances clients et les comptes rattachés a évolué de la façon suivante sur l'exercice :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Dotations	Reprises	30/09/2019
Dépréciations sur clients et comptes rattachés	685	301	91	895

Par ailleurs, les encours échus à plus de 2 mois représentent environ 1,8 % de l'encours clients brut au 30 septembre 2019.

● **Risque de liquidité et endettement :**

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le Groupe estime ne pas être exposé à ce risque compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant, de son endettement et de sa capacité à mobiliser, le cas échéant, de nouveaux financements.

Analyse par échéance des emprunts et dettes financières (y compris intérêts) :

Les éléments pris en compte sont le calendrier des échéances de remboursement de la dette et les clauses conventionnelles.

Le tableau ci-dessous montre les obligations des flux futurs contractuels générés par la dette.

Banque	Type prêt	Type taux	Durée mois	Nominal K€	Total courant - 1 an		+ 1 an et - 5 ans		+ 5 ans	
					Nominal	Intérêt	Nominal	Intérêt	Nominal	Intérêt
FIDUCIAL BUREAUTIQUE										
Location financement		fixe		1 788,3	413,3	21,1	1 375,0	29,5	-	-
Concours bancaires et équivalents		variable		1 154,0	1 154,0	-	-	-	-	-
Sous-total				2 942,3	1 567,3	21,1	1 375,0	29,5	-	-
Intérêts courus au 30/09				9,4	-	9,4	-	-	-	-
TOTAL				2 951,7	1 567,3	30,5	1 375,0	29,5	-	-

Il n'existe plus aucun engagement donné au titre de crédits bancaires au 30/09/2019.

● **Risque de change :**

Compte-tenu de son implantation géographique actuelle, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est très limitée et concerne essentiellement l'importation. Le risque sur les opérations d'importation payées en devises est faible compte tenu de notre exposition actuelle (de l'ordre de 0,3 M€ d'achats par mois). Néanmoins nos achats en provenance d'Asie, payés en dollars, sont couverts par des achats à terme de dollars contre euros.

● **Risque sur actions :**

A la date du présent rapport, le Groupe n'est pas exposé au risque actions.

Risques juridiques :

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leur activité. Les charges susceptibles d'être estimées avec une fiabilité suffisante et jugées probables par les sociétés et leurs experts, ont fait l'objet de provisions pour risques et charges.

Ces risques font l'objet d'une présentation dans l'annexe – note 9.

Aucun des contentieux en cours dans lesquels les sociétés du Groupe sont impliquées, de l'avis de leurs experts, n'est susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

Assurances – Couverture des risques susceptibles d'être encourus par le Groupe :

Des programmes d'assurance spécifiques ont été mis en place pour les besoins des sociétés du Groupe. Les types de contrats concernés sont les suivants :

● **Dommages aux biens et pertes d'exploitation :**

Cette assurance a pour objectif de protéger les actifs de l'entreprise qui sont inscrits au bilan.

La police en vigueur est une police sous forme 'tous sauf' délivrée sur la base des garanties existantes sur le marché de l'assurance. Elle couvre les risques d'incendie, vol, événements naturels et pertes d'exploitation.

La durée d'application du volet pertes d'exploitation est de 24 mois.

Les exclusions en vigueur dans ce contrat sont conformes aux pratiques du marché. Le contrat se renouvelle le 1^{er} octobre de chaque année.

Les préconisations faites par la compagnie d'assurance, dans le cadre de sa dernière étude de risques du centre logistique d'Heyrieux ont été prises en compte dans notre programme pluriannuel de gros entretien du site.

● **Responsabilité Civile :**

Il s'agit de couvrir les risques encourus pour les préjudices corporels, matériels et immatériels (dans ce dernier cas sous-limité et selon la législation en vigueur) subis par des tiers dont le Groupe pourrait être à l'origine, tant en cours d'exploitation qu'après livraison.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est également couvert pour ses sites recevant du public (magasins de FIDUCIAL OFFICE STORES).

Enfin le Groupe est couvert pour les risques d'atteinte accidentelle à l'environnement.

- **Régime de prévoyance et de santé complémentaire :**

Conformément à la législation en vigueur, aux conventions collectives et aux accords d'entreprise, des programmes couvrant les risques liés aux accidents du travail, frais médicaux, prévoyance et retraite ont été mis en place.

- **Autres assurances :**

Le Groupe a également renouvelé plusieurs polices d'assurance pour garantir ses risques en matière de transport et de déplacement de son personnel.

Présentation

Du Groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et de ses activités

2

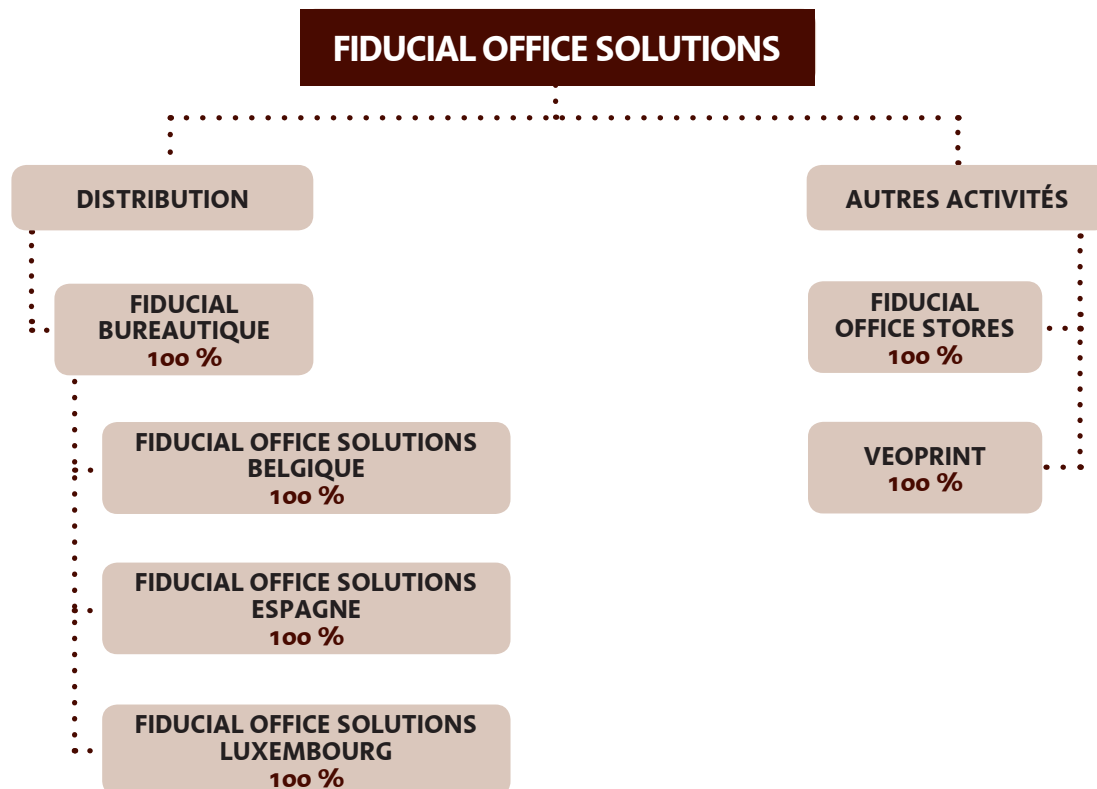


Mobilier

PRÉSENTATION DU GROUPE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 : ORGANIGRAMME DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

● Structure du Groupe au 30 septembre 2019



2.2 : INFORMATIONS SUR L'ACTIVITÉ

a - Le marché

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a pour axe de développement prioritaire la distribution directe de fournitures et de mobilier de bureau aux entreprises, activité qui représente 96,2% de son chiffre d'affaires total. En complément et en synergie avec son offre, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS propose un service d'impression en ligne en mode Web to print.

Selon la dernière étude publiée par la filière papetière au titre de la période 2017-2018 (source UFIPA / I+C - juin 2019), la consommation d'articles de papeterie et de fournitures de bureau s'est élevée à 5,7 milliards d'euros en 2018, tous canaux confondus, en baisse de 1% comparé à 2017. Sur cette période 2017/2018, l'évolution nationale des familles de produits est très contrastée. A titre d'exemple, on enregistre :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------------------|
| ■ mobilier : +5%, | ■ papier : -0,5%, |
| ■ planning et présentations : +0,5%, | ■ consommables informatiques : -4%, |
| ■ écriture : -1%, | ■ classement : -3%. |
| ■ enveloppes : -4%, | |

En 2018, le papier est la famille de produits la plus importante du marché, assurant 14% du chiffre d'affaires. Viennent ensuite l'écriture avec 13,5%, les consommables informatiques et les cahiers/blocs avec 12,5%.

En 2018, la répartition des ventes en fonction des canaux de distribution est la suivante :

- Les fournisseurs et spécialistes bureau (dont FIDUCIAL BUREAUTIQUE) occupent 37,5% du marché (distribution directe aux entreprises et aux administrations),
- Les pure players adressent 2,5% du marché,
- La vente à distance et les superstores représentent 18%,

- Les détaillants, autres distributeurs, les prestataires et ventes directes totalisent 22%,
- Les grandes surfaces alimentaires se partagent les 20% restants.

Seuls les superstores (+3%), la VAD (+3%) et les pure player (+20%) sont en croissance en 2018. Les fournisseuristes et spécialistes bureau affichent une décroissance de -1,5%.

La clientèle professionnelle représente 3,8 milliards d'euros et la clientèle des ménages 1,9 milliard d'euros. Les entreprises orientées majoritairement vers la clientèle professionnelle optent de plus en plus pour la diversification de leur offre (services généraux, produits d'hygiène, boissons, équipements de protection, sécurité maintenance, ...) pour pallier la baisse structurelle du marché de la papeterie. Alors que ce nouveau relais de croissance représentait 21,5% de l'activité des acteurs en 2017, il pesait 28,2% en 2018, soit 891 millions d'euros. Lorsque l'on rajoute le Mobilier de bureau, ce ratio de diversification monte à 33%.

Selon la dernière étude publiée par XERFI (La distribution d'articles de papeterie et de fournitures de bureau – juillet 2019), le chiffre d'affaires des papeteries et des spécialistes de bureau restera orienté à la baisse en 2019 et 2020 (-1%) et le marché B to B, qui génère les deux tiers des ventes des fournitures et équipements de bureau, restera morose.

La dématérialisation des documents et des supports de communication continuera à peser sur la consommation des articles de papeterie, de même que les initiatives des entreprises visant à mieux contrôler leurs frais généraux. Le marché sera également pénalisé par des prix qui évoluent peu. La concurrence des géants de la vente en ligne, menant des politiques tarifaires très agressives, se traduira par de fortes pressions sur les prix.

Afin de maintenir leurs parts de marché, les fournisseuristes poursuivront le développement de nouveaux services pour fidéliser leur clientèle, en particulier les grands comptes.

b - La clientèle

La clientèle de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS est constituée d'environ 62 000 clients dont 38% de grandes entreprises et d'ETI et 62% de PME, PMI et TPE. Le segment des grandes entreprises et ETI contribue à hauteur de 59% du chiffre d'affaires.

c - Les produits proposés

La gamme des produits est très large :

- | | |
|---------------------------------------|---------------------------------|
| ■ Fournitures de bureau | ■ Bien-être au travail |
| ■ Consommables informatiques | ■ Mobilier |
| ■ Produits pour les services généraux | ■ Offre d'imprimerie |
| ■ Snacking | ■ Offre de services logistiques |
| ■ Bureautique | |

d - Les services - la proximité

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS se distingue de la concurrence en proposant :

■ La proximité :

- 30 implantations commerciales
- 232 commerciaux (y compris l'encadrement)
- 98 assistantes commerciales
- 204 chauffeurs-livreurs-monteurs (y compris l'encadrement)

■ Le télé-alimentation :

- INTERNET
- EDI, échange inter-application
- Logiciel de télé-alimentation

■ La dématérialisation :

- Factures (pdf signé électroniquement, EDI, cartes d'achat, portail Chorus Pro...)

■ La logistique :

- Un centre automatisé de stockage, de préparation et d'expédition des commandes de 25 000 m² à Heyrieux (38)
- Un 2^{ème} entrepôt de stockage pour les achats volumiques, depuis octobre 2019 de 5 000 m² à Saint-Quentin-Fallavier (38), proche d'Heyrieux
- 30 plateformes régionales
- Une livraison en 24h, en France et au Bénélux



e - Les engagements clients

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a choisi, avec la certification ISO 9001 Version 2015, de respecter un service de qualité défini en 5 points :

- **Proposer une gamme actualisée en permanence** de produits et services répondant aux exigences de nos clients ;
- **Privilégier la proximité** dans la relation avec nos clients afin de mieux les comprendre et satisfaire leurs besoins ;
- **Assurer une prestation logistique performante et personnalisée**, en conformité avec les attentes de nos clients ;
- **Améliorer en permanence notre efficacité et notre productivité** afin d'être toujours plus compétitifs ;
- **Assumer nos responsabilités** dans le cadre du développement durable.

f - L'offre INTERNET

Très en avance dans l'utilisation des nouvelles technologies, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS propose une offre de télé-approvisionnement sur Internet : www.fos.com ou www.fiducial-office-solutions.fr

Actuellement, plus de 70% des clients passent déjà leurs commandes sur Internet. La force de cette pratique se décline en 3 points :

- **Facilité et simplicité** : accès 24h/24 et 7J/7, recherche aisée des produits, mise à jour en permanence des nouveautés, commande des imprimés et des tampons personnalisés en ligne ;
- **Confidentialité et rapidité** ;
- **Gestion et maîtrise des coûts** : chiffrage automatique des commandes, accès aux statistiques, contrôle des dépenses grâce au budget en ligne, fonctionnalités personnalisables.



Au début de l'année 2020, un nouveau site e-commerce conçu à partir des dernières technologies web, améliorera le confort d'utilisation et le parcours client.

VEOPRINT commercialise sur ses sites www.veoprint.fr et www.veoprint.ch son offre de produits imprimés et de produits personnalisés.

g - Autres précisions concernant l'activité

■ La saisonnalité des activités :

A l'exception des périodes de congés (traditionnellement en août et en mai), les activités de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS sont peu affectées par des phénomènes de saisonnalité.

■ Les principaux concurrents :

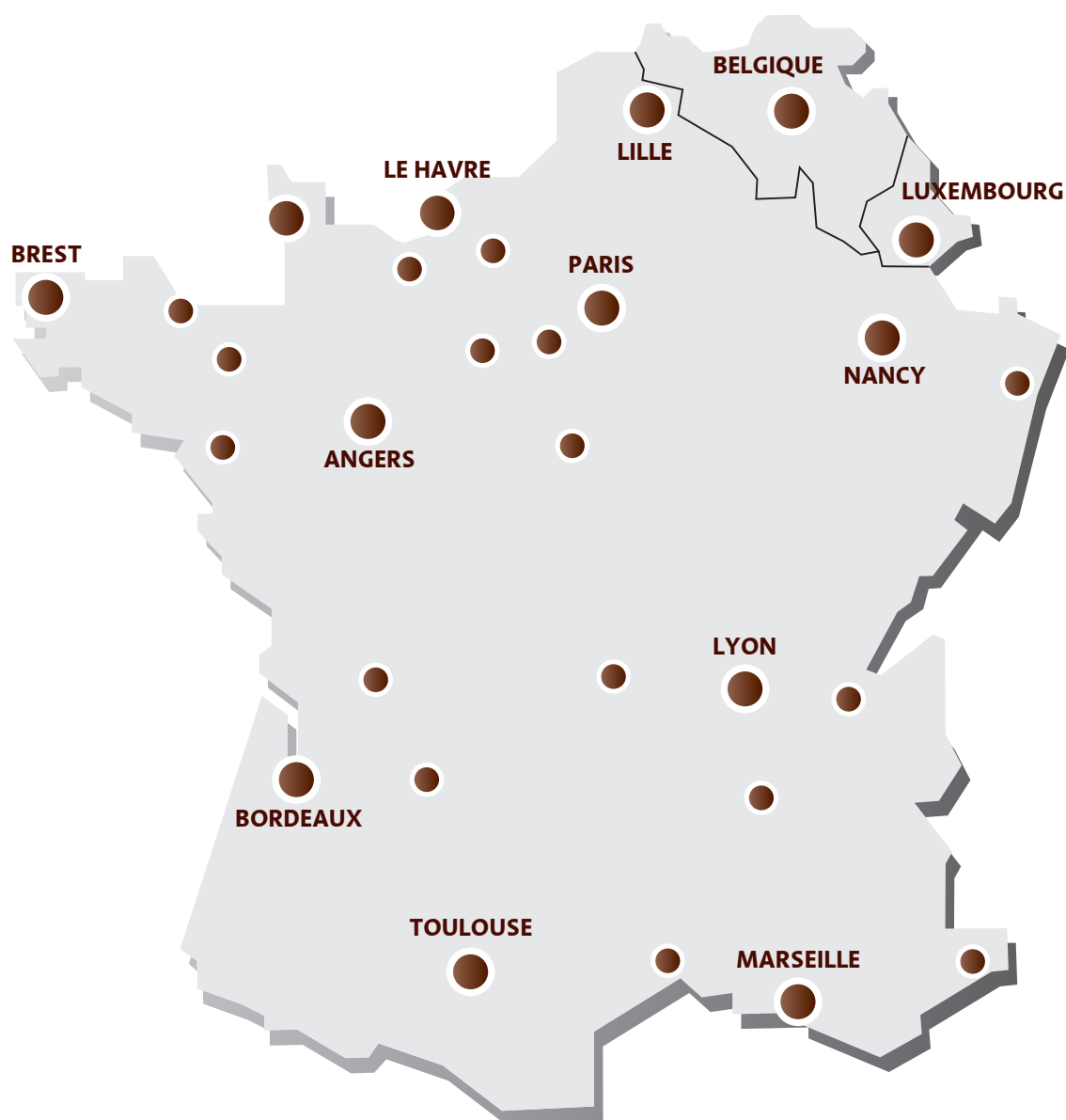
Les principaux concurrents sont les sociétés OFFICE DEPOT, LYRECO, BRUNEAU, STAPLES/RAJA et AMAZON Business.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS se classe au 3^{ème} rang des fournisseurs spécialistes de la vente aux entreprises via un réseau commercial, hors VPC, et rendant un service national (source UFIPA).

■ Les restrictions à l'activité :

Les activités déployées au sein du Groupe ne sont soumises à aucun statut fiscal spécifique ni à aucune règle publique particulière.

2.3 : LOCALISATION, IMPORTANCE DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS



2.4 : ADMINISTRATION - CONTRÔLE

Conseil d'Administration :

- **Président et Directeur Général :** Jean-Claude CARQUILLAT
67, boulevard Eugène Réguillon
69100 VILLEURBANNE

- **Administrateurs :**
 - Nathalie JARJAILLE
3, allée de Longchamps
69570 DARDILLY

 - FIDUCIAL SC
Représentée par Bertrand COTE

 - FIDUCIAL FINANCIAL SERVICES S.A.
Représentée par Bernard FLEUR

Comité d'Audit :

- **Président :** Bernard FLEUR

- **Membres :** Nathalie JARJAILLE
Bertrand COTE

Commissaires aux comptes :

- **Titulaires :** Cabinet ESCOFFIER
Cabinet BOREL et Associés

- **Suppléants :** Cabinet ABSCISSE COMPTA
Pascal BOREL

2.5 : ÉVOLUTION BOURSIÈRE

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS – Euronext Paris – Eurolist

Code Euronext : FR 000061418

Type : Action - Fixing

	Cours en €uros		Transactions	
	Plus haut	Plus bas	En titres	En €uros
2018				
Janvier	30,00	29,60	52	1 554,40
Février	30,00	29,20	110	3 220,20
Mars	29,80	29,40	22	650,40
Avril	29,80	29,80	20	596,00
Mai	29,80	28,60	22	641,20
Juin	28,60	27,60	171	4 727,00
Juillet	28,20	27,80	56	1 574,00
Août	28,00	28,00	23	644,00
Septembre	28,60	28,00	132	3 756,80
Octobre	28,60	28,20	24	683,60
Novembre	28,40	28,40	22	624,80
Décembre	28,60	28,40	19	539,80
2019				
Janvier	28,40	28,40	22	624,80
Février	29,00	28,40	96	2 764,60
Mars	29,00	28,80	21	605,00
Avril	28,80	28,80	20	576,00
Mai	28,80	27,60	22	621,60
Juin	27,60	27,60	20	552,00
Juillet	28,00	27,60	24	666,00
Août	28,40	27,80	111	3 147,80
Septembre	28,20	28,20	21	592,20
Octobre	28,20	28,20	23	648,60
Novembre	28,20	28,20	21	592,20
Décembre	28,40	28,20	21	592,40

(Source Euronext)

Le cours de l'action FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS au 31 décembre 2019 (dernier cours) est de 28,20 €.

Comptes consolidés

De FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

3



Bureautique

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

3.1 : BILAN CONSOLIDÉ (en Milliers d'€uros)

ACTIF	Notes	30/09/2019			30/09/2018	30/09/2017
		Brut	Amort. et dépréciat.	Net	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS						
Immobilisations incorporelles	1	66 359	3 909	62 450	62 731	62 950
Immobilisations corporelles	2	12 581	9 518	3 063	3 725	4 240
Actifs financiers	3 & 13	3 201	17	3 184	3 088	3 006
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		82 141	13 444	68 697	69 544	70 196
ACTIFS COURANTS						
Stocks et en cours	4	13 818	1 283	12 535	12 208	11 258
Clients et autres débiteurs	5	47 330	895	46 435	42 982	41 210
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 062	-	1 062	1 427	1 782
TOTAL ACTIFS COURANTS		62 210	2 178	60 032	56 617	54 250
TOTAL ACTIF		144 351	15 622	128 729	126 161	124 446

3.1 : BILAN CONSOLIDÉ (en Milliers d'€uros)

PASSIF	Notes	Avant répartition		
		30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
CAPITAUX PROPRES				
Capital	7	22 000	22 000	22 000
Réserves consolidées		49 331	51 430	52 339
Résultat net - Part groupe		1 685	1 405	2 100
Capitaux propres - Part du Groupe		73 016	74 835	76 439
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-	-
Capitaux propres consolidés		73 016	74 835	76 439
Provisions pour risques et charges	9	2 972	3 293	2 986
PASSIFS NON COURANTS				
Passif d'impôts différés	8	301	337	330
Passifs financiers long terme	10 & 13	1 375	1 788	2 196
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 676	2 125	2 526
PASSIFS COURANTS				
Passifs financiers court terme	10	1 576	1 511	1 726
Dettes fournisseurs et autres dettes	11	49 489	44 397	40 769
Dettes sur immobilisations	12	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS		51 065	45 908	42 495
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		128 729	126 161	124 446

3.2 : COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en Milliers d'€uros)

	Notes	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
CHIFFRE D'AFFAIRES	14 & 15	193 228	187 456	180 635
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats consommés		- 122 680	- 121 011	- 114 632
Charges de personnel		- 32 417	- 32 712	- 32 490
Charges externes		- 34 766	- 30 247	- 30 181
Impôts et taxes		- 1 835	- 2 148	- 1 700
Dotations aux amortissements et dépréciations		- 2 379	- 2 298	- 2 499
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis				
Autres produits d'exploitation		2 920	3 678	3 439
Autres charges d'exploitation		-386	-400	-300
Résultat opérationnel courant		1 685	2 318	2 272
Autres produits et charges opérationnels	16	58	-795	-29
Résultat opérationnel		1 743	1 523	2 243
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-	-	-
Coût de l'endettement financier brut		-101	-125	-118
Coût de l'endettement financier net		-101	-125	-118
Autres produits et charges financiers		16	23	-11
Charge d'impôt	8	27	-16	-14
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente		-	-	-
Résultat net		1 685	1 405	2 100
• dont part revenant au Groupe		1 685	1 405	2 100
• dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
Nombre d'actions		2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)		0,78	0,65	0,97
Résultat dilué par action (€)		0,78	0,65	0,97
RÉSULTAT NET		1 685	1 405	2 100
Ecart de conversion		-	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	6	15
Ecart actuariel PIDR		-250	-	231
Réévaluation des immobilisations		-	-	-
QP des gains et pertes des entreprises MEE		-	-	-
Autres éléments du résultat global		-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL		1 435	1 411	2 346
• dont part revenant au Groupe		1 435	1 411	2 346
• dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-

3.3 : CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT CONSOLIDÉE (en Milliers d'€uros)

	Notes	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Résultat net consolidé		1 685	1 405	2 100
Quote part dans le résultat des sociétés MEE		-	-	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 685	1 405	2 100
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Dépréciations du Goodwill		-	-	-
- Amortissements des immobilisations	2	926	1 011	929
- Dépréciations sur immobilisations		160	173	160
- Dépréciations sur actifs circulants	4 & 5	1 454	1 282	1 570
- Amortissements charges à répartir				
- Provisions pour risques et charges	9	90	803	173
TOTAL DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS		2 630	3 269	2 831
Reprises sur amortissements et dépréciations :				
- Reprises d'amort. et dépréciations	4 & 5	1 208	1 607	1 201
- Reprises de dépréciations financières		-	-	-
- Reprises d'amort. et dépréciations non courants	16	657	497	1 058
TOTAL REPRISES AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS		1 865	2 104	2 259
Produits de cession des immobilisations	16	84	97	114
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	16	81	82	89
Réévaluation immeuble de placement		-	-	-
RETRAITEMENTS DES + OU - VALUES DE CESSIONS		3	15	25
CHARGE / PROFIT IMPÔTS DIFFÉRÉS	8	-36	7	10
SOUS-TOTAL		2 411	2 562	2 657
SUBVENTIONS VIRÉES AU RÉSULTAT		-	-	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		2 411	2 562	2 657

3.4 : TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (en Milliers d'€uros)

	Notes	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Résultat net consolidé		1 685	1 405	2 100
Amortissements et dépréciations		765	1 165	572
Plus ou moins values de cession	16	-3	-15	-25
Impôts différés	8	-36	7	10
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		9 974	-2 201	-690
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		12 385	361	1 967
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1	-77	-165	-199
Cessions d'immobilisations incorporelles	16			19
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2	-65	-273	-3 140
Cessions d'immobilisations corporelles	16	4	14	12
Acquisitions d'actifs financiers	3	-196	-180	-129
Cessions d'actifs financiers	16	100	85	83
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions des filiales		-	-	-
Variation dettes liées à l'acquisition des filiales		-	-	-
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D' INVESTISSEMENTS		-234	-519	-3 354
Dividendes versés		-3 254	-3 015	
Variation des comptes courants		-8 914	3 434	-24
Nouveaux emprunts				2 899
Remboursements d'emprunts		-408	-1 002	-991
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		-12 576	-583	1 885
VARIATION DE TRÉSORERIE		-425	-741	498
TRÉSORERIE D'OUVERTURE		324	1 065	567
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		-101	324	1 065

3.5 : TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en Milliers d'€uros)

	Notes	Capital	Réserves	Résultat	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 30/09/2017		22000	52 633	2 100	-294	76 439	-	76 439
Changements d'estimation								
Affectation du résultat			2 100	-2 100		-		-
Opérations sur capital						-		-
Dividendes versés			-3 015			-3 015		-3 015
Résultat de l'exercice				1 405		1 405		1 405
Résultats enregistrés directement en capitaux propres						-		-
• Juste valeur des instruments dérivés	11				6	6		6
• Ecart actuariels PIDR					-	-		-
Variation de périmètre						-		-
Autres variations						-		-
Au 30/09/2018		22 000	51 718	1 405	-288	74 835	-	74 835
Changements d'estimation								
Affectation du résultat			1 405	-1 405		-		-
Opérations sur capital						-		-
Dividendes versés			-3 254			-3 254		-3 254
Résultat de l'exercice				1 685		1 685		1 685
Résultats enregistrés directement en capitaux propres						-		-
• Juste valeur des instruments dérivés	11					-		-
• Ecart actuariels PIDR					-250	-250		-250
Variation de périmètre						-		-
Autres variations						-		-
Au 30/09/2019		22 000	49 869	1 685	-538	73 016	-	73 016

3.6 : NOTE ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Informations relatives à l'entreprise

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 41, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.

Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, et sur la place de Luxembourg.

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

L'activité du Groupe consiste principalement dans la distribution de fournitures de bureau et de mobilier de bureau ainsi qu'une activité d'imprimerie et de fabrication d'imprimés personnalisés par Internet.

2. Base de préparation

Les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 2019 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé d'utiliser le modèle de compte de résultat par nature issu de la recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013 de l'ANC.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants, adoptés dans l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour cet exercice et qui n'ont pas ou peu d'impact sur les comptes du groupe :

- IFRS 9 – Instruments financiers.
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions.
- IFRIC 11 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée.

IFRS 9 « Instruments financiers » : redéfinit la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, le modèle de dépréciation et de comptabilité de couverture. Cette norme remplace la norme IAS 39 sur les instruments financiers depuis le 1^{er} octobre 2018 et n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » :

IFRS15 définit les principes de reconnaissance des revenus et remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction, et les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de reconnaissance du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Le groupe a procédé à une analyse des transactions et contrats représentatifs réalisée pour les différentes sources de chiffre d'affaires et autres revenus au regard des nouvelles dispositions comptables. Cette analyse a mis en évidence qu'il n'y avait pas lieu de modifier les principes comptables appliqués par le Groupe en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires. En effet, le chiffre d'affaires étant exclusivement constitué de ventes de produits de fournitures de bureau et de mobilier de bureau et de prestation de service d'impression en ligne, celui-ci reste comptabilisé, en application d'IFRS 15, lors de la remise de la marchandise ou des produits imprimés au client (date à laquelle le contrôle des biens et services est transféré à ces derniers, les ventes ne comprenant aucune autre obligation de performance non remplie à cette date).

Les autres normes entrées en application au 1^{er} octobre 2018 sont sans objet pour le groupe.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée pour les comptes consolidés 2019, les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne mais non entrés en vigueur pour l'exercice considéré ou ceux adoptées par l'IASB mais pas par l'Union Européenne. Il s'agit de :

- Amendements IAS 19 – Avantage du personnel : modification, réduction ou liquidation d'un régime.
- Amendements IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises.
- IFRS 16 – Contrat de location.
- IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat.

La norme IFRS 16 « Locations » viendra remplacer la norme IAS 17 et trouvera à s'appliquer pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'impact principal pour le groupe de cette nouvelle norme serait la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation des biens faisant aujourd'hui l'objet d'un contrat de location simple, et, au passif, d'une dette financière représentative de cette obligation locative. Le Groupe détient 324 contrats de location, entrant dans le champ d'application de la norme IFRS16, représentant une charge annuelle de loyers d'environ 4,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2019. L'adoption de la norme IFRS 16 impactera principalement la comptabilisation des baux de location immobilière relatifs aux différentes plateformes logistiques, centre de stockage, agences commerciales et de livraison. Au cours de l'année 2019, le Groupe a procédé au recensement et à l'exploitation des données nécessaires à l'application de la norme IFRS 16.

À ce jour, le Groupe a choisi d'appliquer les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme sur les contrats suivants :

- contrats de location de biens de courte durée ;
- contrats de location de biens portant sur des actifs de faible valeur.

Le chiffrage de l'incidence du passage à la norme IFRS 16 sur la dette financière du groupe et sur son résultat opérationnel est en cours.

Un ordre de grandeur de l'impact sur le bilan de la première application de cette norme, peut être apprécié au regard du montant des engagements contractuels et juridiques s'appliquant aux contrats de location, entrant dans le champ d'application de la norme ci-dessous :

Echéances futures en K€ (calculées au 30/09/2019)	Total	À 1 an	À 2 ans	À 3 ans	À 4 ans	À 5 ans	À + de 5 ans
Baux commerciaux	13 358	3 559	2 263	2 081	2 039	1 902	1 514
Contrats location véhicules	759	380	248	104	24	3	

● **Date d'arrêté des comptes**

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 30 janvier 2020.

3. Méthodes comptables

A - CHOIX DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : imprimerie et arts graphiques, fourniture et équipements de bureau.

B - MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon la durée d'utilité.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de tests annuels de dépréciation selon la méthode des DCF (discounted cash-flows) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution et autres) selon la norme IAS 36.

D - GOODWILLS

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwill sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ». Conformément à la norme IFRS 3, les goodwill ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwill correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs.

• Test de perte de valeur

La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux futurs, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 5 ans. Au-delà de cet horizon, les flux extrapolés sont ceux de la 5^{ème} année actualisée à l'infini, spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution issues des tendances dégagées sur les exercices passés, les exercices en cours et le budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management.

L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

E - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Construction 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

• Contrats de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

L'activation de contrats de location financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée du contrat.

Le groupe n'appliquera la nouvelle norme IFRS 16 qu'à compter du 1^{er} octobre 2019. (Voir paragraphe 2. Base de préparation ci-avant).

F - ACTIFS FINANCIERS

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est alors constituée.

G - STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues.

H - CRÉANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. À chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une dépréciation à hauteur du risque d'irrecouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Conformément à IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, le Groupe met en œuvre des tests de perte de valeur au titre de ses actifs incorporels.

K - IMPÔTS DIFFÉRÉS SUR FILIALES ÉTRANGÈRES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le Groupe.

L - AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Les écarts résultants du changement d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en capitaux propres. En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

M - LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Selon les règles du Groupe, les différentes sociétés ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière.

Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du Groupe ne sont là qu'à des fins de couverture et suivent ainsi le principe de la comptabilité par couverture.

Dès l'origine un contrat swap est affecté à la couverture d'un emprunt spécifique, avec la même durée et les mêmes échéances.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux variables sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps et les Caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leurs valeurs sont enregistrées directement en capitaux propres sur la « juste valeur des instruments dérivés » sur le tableau de variation des capitaux propres.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques est calculée par l'actualisation des flux futurs de taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

4. Sociétés consolidées

Sociétés intégrées globalement		% Intérêt			Méthode de conso	Secteurs d'activité	
Noms	Sièges	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2019	A	B
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE				HOLDING	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG	*	
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG	*	
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG		*
FOS ESPAGNE	Barcelone 08010 ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	IG	*	
FOS LUXEMBOURG	Luxembourg L 1952 LUXEMBOURG	100,00	100,00	100,00	IG	*	
VEOPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 430 050 641	100,00	100,00	100,00	IG		*

A : Distribution – B : Autres activités – IG : Intégration Globale

• A - Variations de périmètre

Au cours de l'exercice le périmètre n'a subi aucune modification.

• B - Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes annuels au 30 septembre.

5. Notes complémentaires aux comptes consolidés

5-1 : Notes complémentaires aux comptes de bilan

Note 1 - Immobilisations incorporelles et Goodwills

Les mouvements des valeurs brutes et des dépréciations cumulées s'analysent de la façon suivante :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Autres mouvements	Augment.	Dimin.	30/09/2019
Valeur brute					
Goodwill	63 277	-	-	-	63 277
Autres immobilisations incorporelles	3 006	77	-	-	3 082
VALEUR BRUTE	66 283	77	-	-	66 359
Amortissements et dépréciations					
Goodwill	1 006	-	160	-	1 166
Autres immobilisations incorporelles	2 546	-	198	-	2 744
Amortissements et dépréciations cumulés	3 552	-	357	-	3 909
VALEUR NETTE	62 731	-	-	-	62 450

Ventilation des Goodwills :

UGT (en Milliers d'€uros)	Valeur brute	Provision cumulée	Valeur nette 2019
Distribution	55 415	1 166	54 249
Autres Activités	7 862	-	7 862
TOTAL	63 277	1 166	62 111

Sont affectés en Goodwills :

- d'une part, les écarts d'acquisition existant sous l'ancien référentiel CRC 99-02 pour des valeurs nettes de 10,3 M€ (Distribution) et 7,4 M€ (Autres activités) ;
- d'autre part, les anciennes parts de marchés, concernant les branches distribution et autres activités, reclassées désormais en Goodwill pour un montant de 44,4 M€.

• Test de valeur des goodwills :

Le Groupe procède annuellement, conformément aux normes en vigueur, à un test de dépréciation visant à mesurer l'adéquation de la valeur des actifs au bilan, notamment des goodwills, avec les performances économiques futures.

Les UGT (unités génératrices de trésorerie) correspondent aux principales activités du Groupe et notamment l'activité distribution de fournitures de bureau qui représente plus de 96 % du CA consolidé.

La méthodologie retenue pour apprécier la valeur d'utilité des actifs consiste en l'élaboration de prévisions de flux nets de trésorerie actualisés (méthode des DCF) reposant sur les principales hypothèses suivantes :

- Les tests sont réalisés début décembre de manière à pouvoir disposer des comptes de l'exercice sous revue, des budgets de l'exercice suivant et des premières tendances issues du nouvel exercice.
- Le goodwill affecté à l'activité distribution représente 55,4 M€ en valeur brute et 54,2 M€ en valeur nette.
- La valeur retenue à la clôture au titre de la valeur recouvrable est la valeur d'utilité.
- Les principales hypothèses retenues pour estimer les valeurs d'utilité sont les suivantes :
 - Les cash-flows sont évalués à partir des budgets de l'exercice 2020 et des meilleures prévisions qu'il nous est possible de faire dans la conjoncture actuelle sur une période de 5 ans.
 - Prise en compte d'une valeur terminale avec extrapolation des flux de trésorerie au-delà de 5 ans sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5%.
 - Taux d'actualisation de 8%, qui a été déterminé à partir d'un taux de placement sans risque (1,7%), d'une prime de risque marché actions (5,3%) et d'une prime de risque spécifique au secteur (1%).

Sous ces hypothèses, l'actualisation des cash-flows futurs n'entraîne pas de dépréciation dans le compte de résultat au 30/09/2019, à l'exception du goodwill affecté sur notre activité au Luxembourg que nous avons déprécié de 160 K€.

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent comme toute estimation, une part d'incertitude et sont donc susceptibles d'être ajustées au cours des périodes ultérieures.

Par ailleurs le Groupe a procédé à des tests de sensibilité, sur l'UGT activité distribution de fournitures de bureau, par rapport aux hypothèses clefs de valorisation que sont le taux d'actualisation et le taux d'EBITDA/CA.

Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation génère une réduction de 13,5 % de la valeur d'entreprise et n'entraîne pas de dépréciation des goodwills.

Une diminution de 15% de l'EBITDA génère une réduction de 13,5 % de la valeur d'entreprise et n'entraîne pas de dépréciation des goodwills.

Note 2 - Immobilisations corporelles

Les mouvements des valeurs brutes et des amortissements cumulés s'analysent de la façon suivante :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Autres mouvements	Augment.	Dimin.	30/09/2019
Valeur brute					
Terrains, constructions	-		-	-	-
Installations techniques	5 365		18	-	5 383
Autres immobilisations corporelles	7 150		48	-	7 198
Avances et acomptes sur immobilisations	-		-	-	-
VALEUR BRUTE	12 515	-	66	-	12 581
Amortissements et dépréciations					
Terrains, constructions	-				-
Installations techniques	2 963		471		3 434
Autres immobilisations corporelles	5 827		257		6 084
Amortissements et dépréciations cumulés	8 790	-	728	-	9 518
VALEUR NETTE	3 725				3 062

• **Contrat de crédit bail au 30/09/2019**

(en Milliers d'€uros)	Valeur Brute	Amort.	VNC
Autres immobilisations corporelles	2 899	1 142	1 757

Note 3 - Actifs financiers non courants

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Autres mouvements	Augment.	Dimin.	30/09/2019
Valeur brute					
Autres titres immobilisés	10	-			10
Dépôts et cautionnements	1 270		105	96	1 279
Prêts organismes collecteurs du 1 % logement	1 824	-	92	4	1 912
Autres Immobilisations financières	-	-	-	-	-
VALEUR BRUTE	3 104	-	197	100	3 201
Dépréciations					
Autres titres immobilisés	3	-			3
Dépôts et cautionnements	13	-	1		14
Prêts organismes collecteurs du 1 % logement	-	-	-	-	-
DEPRÉCIATIONS CUMULÉES	16	-		-	17
VALEUR NETTE	3 088	-			3 184

Note 4 - Stocks

L'évolution des valeurs brutes et des dépréciations est la suivante :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Stocks de marchandises	13 621	13 253	12 645
Autres stocks (1)	197	199	199
VALEUR BRUTE	13 818	13 452	12 844
Dépréciations	1 283	1 244	1 586
VALEUR NETTE	12 535	12 208	11 258

(1) Il s'agit de stocks d'emballages pour FIDUCIAL BUREAUTIQUE.

Au 30/09/2018	1 244
Dotations	1 152
Reprises	- 1 113
Au 30/09/2019	1 283

Les reprises de dépréciations des stocks sont justifiées par les mises au rebut des produits obsolètes et par les ventes réalisées sur des produits dépréciés.

Note 5 - Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs se décomposent comme suit :

(en Milliers d'€uros)	Valeurs brutes au		Variation
	30/09/2019	30/09/2018	
Avances et acomptes versés	191	378	-187
Créances Clients	35 233	34 442	791
Autres créances :			
• Créances sociales	100	114	-14
• Créances fiscales	1 982	2 414	-432
• Comptes courants	5 559	1 024	4 535
• Créances s/cession immobilisations			-
• Débiteurs divers	2 785	3 826	-1 041
• Créance fiscale IS	5	3	2
• Charges constatées d'avance	1 475	1 466	9
SOUS TOTAL AUTRES CRÉANCES	11 906	8 847	3 059
TOTAL	47 330	43 667	3 663

L'ensemble de ces postes ont une échéance à moins d'un an, exception faite des avances sur frais de déplacement consenties au personnel dont le montant est peu significatif et ne donne donc pas lieu à actualisation.

Evolution des dépréciations :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Dotations	Reprises	30/09/2019
Dépréciations sur clients et comptes rattachés	416	217	22	611
Dépréciations sur clients douteux	266	84	69	281
Provision autres débiteurs	3			3
TOTAL	685	301	91	895

Les reprises de dépréciations des créances clients sont liées soit aux encaissements reçus, soit aux pertes définitives constatées sur ces créances.

Echéancier des créances clients :

(en Milliers d'€uros)	Non échus	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Créances clients brutes	27 180	5 138	1 380	453	1 082	35 233
Créances clients provisions	3	3	101	99	686	892

Note 6 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	Variation
Placements de trésorerie	-	10	-10
Disponibilités	1 062	1 417	-355
Total actif	1 062	1 427	-365
Concours bancaires	-1 163	-1 103	-60
Total passif	-1 163	-1 103	-60
TRÉSORERIE NETTE	-101	324	-425

Note 7 - Information sur le capital

Au 30 septembre 2019, le capital social s'élève à 22 000 000 €. Il est divisé en 2 169 232 actions de même catégorie, entièrement libérées, émises au pair.

Aucun mouvement n'est intervenu sur l'exercice.

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ne détient et n'a détenu aucune action d'autocontrôle au cours de l'exercice.

Note 8 - Intégration fiscale et impôts différés

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS bénéficie du régime d'intégration dans le cadre de son périmètre français.

Cette convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt ou le cas échéant l'économie d'impôt (déficits fiscaux reportables, ...) résultant de ce régime incombe à la société tête de Groupe d'intégration.

Les sociétés concernées, bien qu'intégrées fiscalement, constatent dans leurs résultats les produits liés au CICE.

Aucun impôt (exigible ou différé) ne figure donc dans les états financiers au 30/09/2019 au titre du périmètre français.

Les impôts différés s'appliquant aux filiales étrangères concernent uniquement le retraitement des fonds de commerce.

Les impôts différés du Groupe (France et étranger) correspondent à :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Différences temporaires fiscalités locales :			
• Organic	-	-	-
• Participation des salariés	-	-	-
• Provisions congés payés	-	-	-
Provisions pour départ à la retraite	-	-	-
Provisions pour réparations	-	-	-
Retraitement crédit-bail	-	-	-
Retraitement dépréciations fonds de commerce	-301	-337	-330
Autres retraitements	-	-	-
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	-301	-337	-330
Actifs d'impôts différés	-	-	-
Passifs d'impôts différés	-301	-337	-330
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	-301	-337	-330

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

La base d'impôts différés sur les filiales intégrées est :

Base impôts différés sociétés françaises en K€	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Différences temporaires fiscalités locales :			
• Organic	193	187	-
• Participation des salariés	-	-	-
• Provisions congés payés	-	-	-
Provisions pour départ à la retraite	-1 670	-1 775	-1 706
Provisions pour réparations			649
Retraitement crédit-bail	-31	-24	-12
Retraitement provisions fonds de commerce	-33	-34	-38
Autres retraitements	709	709	702
TOTAL BASE IMPÔTS DIFFÉRÉS	-832	-937	-405

• Charge d'impôt

	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Impôts exigibles	9	10	4
Impôts différés	-36	6	10
TOTAL	-27	16	14

Variation des impôts différés

	30/09/2019	Variation	30/09/2018
Actifs d'impôts différés	0	0	0
Passifs d'impôts différés	301	-36	377
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	301	-36	377
Variation		-36	
Incidence Résultat		-36	
Incidence réserves			
instruments financiers			
Variation		-36	

Note 9 - Provisions pour risques et charges

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Écarts actuariels	Dotations	Reprises		30/09/2019
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges et risques	1 250	-	83	290	-	1 043
Provisions avantages au personnel - IFC	2 043	250	6	11	359	1 929
Provisions pour autres charges	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 293	250	89	301	359	2 972

Les provisions pour risques et charges couvrent principalement au 30 septembre 2019 :

- Des risques sociaux liés notamment à des procédures individuelles ou collectives engagées au 30 septembre 2019 pour environ 942 K€. Les provisions pour litiges ont été appréhendées après analyse des risques effectuée avec les conseils de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS.
- Des risques liés à des procédures commerciales et à des risques divers pour 101 K€.

Mouvements des provisions pour litiges et risques sur l'exercice :

(en Milliers d'€uros)	Dotations	Reprises
Risques liés au personnel	83	262
Risques commerciaux	-	-
Risques divers	-	28
TOTAL	83	290

• Avantages au personnel

En outre, les provisions relatives aux indemnités de fin de carrière ont été évaluées et comptabilisées conformément à la norme IAS 19 pour un montant de 1,7 M€.

Hypothèses retenues pour le calcul des Indemnités de Fin de Carrière :

- Taux de rotation :
 - Très faible si < à 5%
 - Faible entre 5 et 10%
 - Moyen entre 10 et 15%
 - Fort si + 15%
- Méthode de calcul : Rétrospective prorata temporis
- Augmentation des salaires : 1% constant
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de Charges sociales : Entre 22,3 % et 45,2 % selon la CSP
- Taux d'actualisation Iboxx Euro Corporates AA 10+ : 0,47 %
- Base : départ volontaire
- Table de mortalité par génération de 2005 (TGH05 et TGF05) distinguant les hommes et les femmes.
- Les conventions collectives :
 - Papeterie, librairie, fournitures de bureau, bureautique et informatique.
 - Imprimerie de labeur et industries graphiques.

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Écarts actuariels	Dotations	Reprises		30/09/2019
				Utilisées	Non utilisées	
Médailles du travail	268	-	2	11	-	259
Provisions pour IFC	1 775	250	4	-	359	1 670
TOTAL	2 043	250	6	11	359	1 929

Note 10 - Passifs financiers

	2018	Remb. exercice	Autres var. de trésor.	2019
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-	-
Dettes financières crédit bail	2 196	-408	-	1 788
Concours bancaires courants	1 103	-	60	1 163
ICNE	-	-	-	-
TOTAL	3 299	-408	60	2 951

Les échéances des passifs financiers sont les suivantes :

• Analyse par échéance

(en Milliers d'€uros)	Montant	Échéances		
		1 an	Entre 1 an et 5 ans	Au-delà de 5 ans
2019				
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-	-
Dettes financières crédit bail	1 788	413	1 375	-
Concours bancaires courants	1 163	1 163	-	-
ICNE	-	-	-	-
TOTAL	2 951	1 576	1 375	
2018				
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-	-
Dettes financières crédit bail	2 196	408	1 687	101
Concours bancaires courants	1 103	1 103	-	-
ICNE	-	-	-	-
TOTAL	3 299	1 511	1 687	101

● Analyse par devises

(en Milliers d'€uros)	Total	Devises	
		Euros	Autres devises
2019			
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-
Dettes financières crédit bail	1 788	1 788	-
Concours bancaires courants	1 163	1 163	-
ICNE	-	-	-
TOTAL	2 951	2 951	-
2018			
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-
Dettes financières crédit bail	2 196	2 196	-
Concours bancaires courants	1 103	1 103	-
ICNE	-	-	-
TOTAL	3299	3299	-

● Analyse par taux

(en Milliers d'€uros)	Total	Taux	
		Fixe	Variable Swapé
2019			
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-
Dettes financières crédit bail	1 788	1 788	-
Concours bancaires courants	1 163	1 163	-
ICNE	-	-	-
TOTAL	2 951	2 951	-
2018			
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Dettes participations salariés	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-
Dettes financières crédit bail	2 196	2 196	-
Concours bancaires courants	1 103	1 103	-
ICNE	-	-	-
TOTAL	3299	3299	-

● Crédit bail

Nombre de contrats	VNC	Montant CRD	Redevances		
			À moins d'un an	Entre 1 an et 5 ans	À plus de 5 ans
1	1 757	1 788	413	1 375	-

* CRD = Capital Restant Dû

Les redevances sont calculées sur la base du taux en vigueur au 30/09/2019.

Note 11 - Dettes fournisseurs et autres dettes

Les autres dettes correspondent principalement aux soldes créditeurs clients, aux remises, rabais, ristournes à établir et aux autres créditeurs.

Echéancier des dettes fournisseurs

(en Milliers d'€uros)	Non échus	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Dettes fournisseurs	24 706	946	212	131	-51	25 944

Note 12 - Dettes sur immobilisations

Néant.

Note 13 - Détail des actifs et passifs financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers par catégorie au 30 septembre 2019 se détaillent comme suit :

(en Milliers d'€uros)	Au 30/09/2019 valeur au bilan	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers							Actifs exclus du champ d'application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat				Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Equivalent de trésorerie	Actifs financiers non courants	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture			
Autres titres immobilisés	7	-	-	7	-	-	-	-	-
Prêts versés 1% logement	1 913	-	-	-	-	-	1 913	-	-
Dépôts et cautionnement	1 264	-	-	-	-	-	1 264	-	-
Autres immobilisations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ACTIFS NON COURANTS NETS	3 184	-	-	7	-	-	3 177	-	-
Avances et acomptes versés	191	-	-	-	-	-	191	-	-
Clients	34 341	-	-	-	-	-	34 341	-	-
Créances diverses	11 903	-	-	-	-	-	8 441	-	3 462
Trésorerie	1 062	-	-	-	-	-	1 062	-	-
ACTIFS COURANTS NETS	47 497	-	-	-	-	-	44 035	-	3 462



FIDUCIAL
OFFICE SOLUTIONS

(en Milliers d'€uros)	Au 30/09/2019 valeur au bilan	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers				Passifs exclus du champ d'application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Prêts et créances	
			Equivalent de trésorerie	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Passifs long terme	1 375	1 375	-	-	-	-
PASSIFS NON COURANTS	1 375	1 375	-	-	-	-
Passifs financiers court terme	1 576	1 576	-	-	-	-
Fournisseurs	25 944	25 944	-	-	-	-
Autres dettes courantes	8 325	4 042	-	-	-	4 283
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	15 220	15 220	-	-	-	-
PASSIFS COURANTS	51 065	46 782	-	-	-	4 283

La valeur comptable des actifs et passifs financiers est représentative de leur juste valeur.

5-2 : Notes complémentaires au compte de résultat

Note 14 - Analyse du Chiffre d'Affaires

Par type de revenus, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Ventes nettes de produits	187 137	182 520	175 433
Ventes nettes de services	6 091	4 936	5 202
TOTAL	193 228	187 456	180 635

Note 15 - Données sectorielles par secteur d'activité

Conformément aux critères d'identification de la norme IFRS 8, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS présente une information selon 2 secteurs d'activité.

Secteurs d'activité (en Milliers d'€uros)	30/09/2019			30/09/2018		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffre d'affaires externe	185 963	7 265	193 228	179 780	7 676	187 456
Ventes intersectorielles	6 881	1 370	8 251	7 278	1 450	8 728
Résultat opérationnel courant	2 938	-1 253	1 685	3 276	-958	2 318
Coût de l'endettement financier net	-49	-52	-101	-67	-58	-125
Autres charges et produits opérationnels	61	-2	59	-824	29	-795
Total Actif	113 984	14 745	128 729	115 429	10 732	126 161
Total Passif (hors capitaux propres)	54 027	1 686	55 713	45 011	6 315	51 326
Charges d'amortissements	682	244	926	704	307	1 011
Autres charges calculées nets (provisions)	-218	-27	-245	312	9	321
Investissements de l'exercice	234	104	338	427	191	618

Note 16 - Autres produits et charges opérationnels

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Autres produits opérationnels non courants	26	88	343
Produits cessions immobilisations	84	97	114
Reprises de provisions pour risques et charges	657	496	1 058
AUTRES PRODUITS	767	681	1 515
Autres charges opérationnelles non courantes	379	436	1 122
VNC immobilisations cédées	81	82	90
Dotations aux provisions pour risques et charges	249	958	332
AUTRES CHARGES	709	1 476	1 544
Autres produits et charges opérationnels	58	-795	-29

5-3 : Autres notes

5.3.1 - Transactions avec les parties liées et rémunération des principaux dirigeants

A - Transactions avec les parties liées

Nature des transactions (en Milliers d'€uros)	Montant au 30/09/2019		Montant au 30/09/2018	
	Éch.	Parties liées	Éch.	Parties liées
Actifs courants				
Créances clients	< 1an	1 696	< 1an	1 211
Créances diverses - Compte courant	< 1an	5 559	< 1an	1 024
Passifs courants				
Dettes fournisseurs	< 1an	1 842	< 1an	1 761
Au compte de résultat				
Chiffre d'Affaires - Vente de marchandises		9 078		9 162
Charges externes - Loyers, redevance, location matériel		11 799		8 307
Charges financières		51		48
Produits de trésorerie		-		-

B - Rémunération des principaux dirigeants

Les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération au titre des fonctions exercées auprès des sociétés du Groupe.

Les rémunérations brutes versées aux membres du Comité de direction au titre de l'exercice 2018/2019, prises en charge par le Groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, s'élèvent à 393 K€.

5.3.2 - Effectifs par catégorie et par activité

Par catégorie	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Cadres	210	215	226
Agents de maîtrise	69	60	47
Employés et ouvriers	434	436	455
TOTAL	713	711	728
Par secteur d'activité	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Distribution	673	670	686
Autres activités	40	41	42
TOTAL	713	711	728

5.3.3 - Engagements hors bilan

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
ENGAGEMENTS DONNÉS (*)			
Avals, cautions	752	1 044	1 044
Autres engagements donnés	41 400	37 604	30 763
Frais financiers sur emprunts garantis	-	-	12
TOTAL	42 152	38 648	31 819
*dont parties liées	41 400	37 604	30 763
ENGAGEMENTS REÇUS			
Avals, cautions, garanties reçus	700	1 000	1 000
Autres	-	-	-
TOTAL	700	1 000	1 000

• Dettes garanties par des sûretés réelles

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Emprunts garantis par des sûretés réelles	-	-	600

5.3.4 - Honoraires des Commissaires aux comptes

(en Milliers d'€uros)	Cabinet Escoffier	Cabinet Borel & Associés	Olivier De Bonhome	TOTAL
Honoraires relatifs aux missions légales de certification	90,8	82,5	13,5	186,8
Honoraires relatifs aux autres services	-	-	-	-
TOTAL	90,8	82,5	13,5	186,8

5.3.5 - Engagements donnés aux établissements de crédit au 30 septembre 2019

Néant.

5.3.6 - Facteurs de risques financiers

L'analyse des risques financiers est développée au paragraphe 13 « Gestion des risques » du rapport d'activité.

5.3.7 - Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

Comptes annuels

De FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

4



Logistique

COMPTES ANNUELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

4.1 : BILAN (en Milliers d'€uros)

ACTIF	Notes	30/09/2019			30/09/2018	30/09/2017
		Brut	Amort. et dépréciat.	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles		-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles		-	-	-	-	-
Immobilisations financières :						
• Titres de participation	1	29 930	-	29 930	29 930	29 930
• Autres titres immobilisés		-	-	-	-	-
• Autres immobilisations financières	1	2	-	2	3	3
TOTAL I		29 932	-	29 932	29 933	29 933
Stocks et en cours		-	-	-	-	-
Avances et acomptes versés		-	-	-	-	-
Créances d'exploitation :						
• Créances clients	3 & 4	11	-	11	4	29
• Autres	4	10 970	-	10 970	15 241	11 677
Créances diverses		-	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement		-	-	-	-	-
Disponibilités		12	-	12	18	7
TOTAL II		10 993	-	10 993	15 263	11 713
Charges constatées d'avance	3 & 4	20	-	20	21	20
Charges à répartir		-	-	-	-	-
TOTAL III		20	-	20	21	20
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III)		40 945	-	40 945	45 217	41 666

4.1 : BILAN (en Milliers d'€uros)

PASSIF	Notes	Avant répartition		
		30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	2	22 000	22 000	22 000
Primes d'émission			-	-
Réserve légale		1 470	1 289	1 248
Réserves réglementées			-	-
Autres réserves		-	-	11 952
Report à nouveau		14 018	13 821	4 108
Résultat de l'exercice		3 280	3 631	817
Provisions réglementées		-	-	-
TOTAL I		40 768	40 741	40 125
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs		-	-	-
Avances conditionnées		-	-	-
TOTAL II		-	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques		-	-	-
Provisions pour charges		-	-	-
TOTAL III		-	-	-
DETTES				
Dettes financières :				
• Emprunts/dettes établissements de crédit	4	-	-	601
• Emprunts/dettes financières divers		-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes		-	-	-
Dettes d'exploitation :				
• Fournisseurs	3 & 4	176	95	131
• Dettes fiscales et sociales	3 & 4	1	3	2
• Autres	4	-	4 378	807
Dettes sur immobilisations		-	-	-
TOTAL IV		177	4 476	1 541
Produits constatés d'avance		-	-	-
TOTAL V		-	-	-
TOTAL DU PASSIF (I + II +III +IV+V)		40 945	45 217	41 666

4.2 : COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en Milliers d'€uros)

	Notes	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Ventes de marchandises		-	-	-
Production vendue - Biens et services		-	-	-
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		-	-	-
Production stockée		-	-	-
Subventions d'exploitation		-	-	-
Reprises s/provisions et transferts de charges		-	-	-
Autres produits		-	-	-
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		-	-	-
Achats de marchandises		-	-	-
Variation de stock		-	-	-
Autres approvisionnements		-	-	-
Variation de stock		-	-	-
Autres achats externes		817	284	188
Impôts, taxes et assimilés		-4	55	38
Charges de personnel :				
• Salaires et traitements		-	-	-
• Charges sociales		-	-	-
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
• Dotations aux amortissements s/immob.		-	-	-
• Dotations aux dépréciations s/immob.		-	-	-
• Dotations aux dépréciations s/actif circulant		-	-	-
Dotations aux provisions		-	-	-
Autres charges		1	1	1
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION		814	340	227
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-814	-340	-227

4.2 : COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en Milliers d'€uros)

	Notes	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Produits de participation		4 500	4 500	2 000
Revenus de valeurs mobilières		-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés		121	144	154
Reprises s/provisions, dépréciations et transferts de charges		-	-	-
Différences de change		-	-	-
Produits nets s/cessions valeurs mob. de placement		-	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	5	4 621	4 644	2 154
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		-	-	-
Intérêts et charges assimilées		51	57	65
Différences de change		-	-	-
Charges nettes s/cessions valeurs mob. de placement		-	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	5	51	57	65
RÉSULTAT FINANCIER	5	4 570	4 587	2 089
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		3 755	4 246	1 862
Produits sur opérations de gestion		-	-	-
Produits sur opérations en capital		-	-	-
Reprises s/provisions, dépréciations et transferts de charges		-	-	-
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	6	-	-	-
Charges sur opérations de gestion		-	-	-
Charges sur opérations en capital		475	615	1 045
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		-	-	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	6	475	615	1 045
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	6	-475	-615	-1 045
Participation des salariés		-	-	-
Impôt sur les bénéfices	7	-	-	-
RÉSULTAT NET		3 280	3 631	817

4.3 : ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

● Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'utilité si celle-ci est inférieure.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque les résultats des sociétés concernées le justifient et en particulier lorsque la valeur des titres devient supérieure à la quote-part de l'actif net réévalué qu'ils représentent. Elles ne sont constituées que lorsque la société a atteint la phase d'exploitation normale et/ou lorsque l'écart avec le plan de développement prévisionnel est significatif.

● Situation fiscale latente

La situation fiscale latente résulte :

- a) des impôts à payer sur certains montants inclus dans la situation nette qui, en raison de dispositions fiscales particulières, n'ont pas encore été soumis à l'impôt sur les sociétés ou ont fait l'objet d'une imposition à taux réduit ;
- b) des impôts à payer ou payés d'avance relatifs à certains produits ou charges inclus dans le résultat comptable d'un exercice mais imposables ou déductibles fiscalement au cours d'exercices différents.

● Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler.

2. Notes explicatives sur les états financiers

Note 1 - Immobilisations financières

(en Milliers d'€uros)	30/09/2018	Augment.	Dimin.	30/09/2019
Titres de participation	29 930	-	-	29 930
Créances rattachées	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	3	-	1	2
VALEUR BRUTE	29 933	-	1	29 932
Dépréciations cumulées	-	-	-	-
VALEUR NETTE	29 933	-	-	29 932

Note 2 - Capital social

Le capital social au 30 septembre 2019 s'élève à 22 000 000 €. Il est divisé en 2 169 232 actions émises au pair.

Note 3 - Produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation

(en Milliers d'€uros)	Factures à recevoir	Factures à établir	Charges constatées d'avance	État, charges à payer	Intérêts courus bancaires
Honoraires	108	-	16	-	-
Publications, annonces et insertions	8	-	3	-	-
Cotisations	-	-	1	-	-
Impôts et taxes	-	-	-	1	-
Intérêts courus	-	-	-	-	-
Plaquette	1	-	-	-	-
TOTAL	117	-	20	1	-

Note 4 - Échéances des créances et des dettes

État des créances (en Milliers d'€uros)	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts, dépôts et cautions	2	-	2
Autres immobilisations financières	-	-	-
Autres créances clients	11	11	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Etat : Impôts sur les bénéfices	2	2	-
Groupe et associés	10 968	10 968	-
Débiteurs divers	-	-	-
Charges constatées d'avance	20	20	-
TOTAL GÉNÉRAL	11 003	11 001	2
Prêts accordés en cours d'exercice	-	-	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-	-	-

État des dettes (en Milliers d'€uros)	Montant brut	À 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts à plus d'un 1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	176	176	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	-	-	-	-
Etat : Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1	1	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	177	177	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-	-	-	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-	-	-	-

Note 5 - Résultat financier

Le résultat financier (+ 4 569 K€) enregistre des charges liées à l'endettement, des produits de placements de trésorerie, ainsi que des dividendes de filiales pour un montant de 4 500 K€.

Note 6 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre une perte de 475 K€ correspondant aux abandons de créances faits au profit de VEOPRINT et FIDUCIAL OFFICE STORES.

Note 7 - Intégration fiscale

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS bénéficie du régime d'intégration fiscale. La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt ou le cas échéant l'économie d'impôt (déficits fiscaux reportables, ...) résultant de ce régime incombe à la société tête de Groupe d'intégration.

Aucun impôt ne figure donc dans les états financiers au 30/09/2019.

Note 8 - Postes du bilan, compte de résultat concernant les entreprises liées

(en Milliers d'€uros)	Montants concernant les entreprises liées	
	liées	Avec lesquelles la société à une participation
Titres de participations	29 930	
Créances clients	10	
Autres créances	10 968	
Dettes fournisseurs	8	
Autres dettes	-	
Produits de participation	4 500	
Charges financières	51	
Intérêts et produits assimilés	121	

Les avances en compte courant ont été rémunérées au taux de 0,64 % sur l'exercice.

Note 9 - Engagements financiers

(en Milliers d'€uros)	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
ENGAGEMENTS DONNÉS (*)			
Avals, cautions	-	-	-
Frais financiers sur emprunts garantis	-	-	11
TOTAL	-	-	11
(*) dont entreprises liées	-	-	-
ENGAGEMENTS RECUS (*)			
Cautions	-	-	600
Autres	7 904	7 429	6 814
TOTAL	7 904	7 429	7 414
(*) dont entreprises liées	7 904	7 429	7 414

Dettes garanties par des sûretés réelles

Postes concernés	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017
Emprunts garantis par des sûretés réelles	-	-	600

Note 10 - Renseignements concernant les filiales et participations (en €uros)

Sociétés détenues	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue	Valeur nette comptable	Résultat exercice	C.A. H.T. exercice
1) Filiales à plus de 50 %						
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	20 000 000	58 119 526	100%	23 383 630	2 466 002	178 003 273
FIDUCIAL OFFICE STORES	100 000	297 258	100%	96 609	9 246	1 609 520
VEOPRINT	63 510	75 066	100%	6 450 000	12 905	7 025 637

5. ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Jean-Claude CARQUILLAT
Président du Conseil d'Administration

6. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

• RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Septembre 2019

A l'assemblée générale de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS,

1 - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS** relatifs à l'exercice clos le **30 Septembre 2019**, établis en milliers d'euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2 - FONDAMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) N°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

3 - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risques identifiés

Les titres de participations détenus par votre société sont très significatifs, car ils s'élèvent à 29 930 K€ dans les comptes annuels clos au 30 septembre 2019.

A leur date d'entrée, les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition. Le cas échéant, ils sont dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.

Comme indiqué en annexe « 1 - Règles et méthodes comptables – paragraphe Immobilisations financières », la valeur d'utilité est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, ainsi que des perspectives de résultats de la société concernée.

L'estimation de cette valeur d'utilité des titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Selon les entités concernées, ces éléments peuvent correspondre à des éléments historiques tels que les capitaux propres ou à des éléments prévisionnels tels que les perspectives de rentabilité.

L'environnement économique dans lequel évoluent certaines filiales, peut entraîner une baisse de leur activité et une dégradation de leurs résultats. Dans ce contexte et du fait des incertitudes liées à la probabilité de réalisations des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont principalement consisté à vérifier que ces valeurs estimées par la direction, sont fondées sur des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés appropriés.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont notamment consisté à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités concernées et que les ajustements éventuels opérés au titre des plus ou moins-values latentes, sont fondés sur une documentation probante.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels, nos travaux ont notamment consisté, pour les entités concernées, à :

- obtenir auprès des directions opérationnelles, les prévisions de flux de trésorerie de leurs activités ;
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec leurs environnements économiques ;
- apprécier les prévisions retenues en fonction des réalisations passées.

Nous avons contrôlé que la note en annexe « 1 - Règles et méthodes comptables – paragraphe Immobilisations financières », dispensait une information financière appropriée.

4 - VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 - INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS par l'assemblée générale du 31 mars 1994 pour le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et pour le Cabinet ESCOFFIER.

Au 30 septembre 2019, le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et le Cabinet ESCOFFIER étaient dans la 26^{ème} année de leur mission sans interruption.

Les titres de la société étaient déjà admis aux négociations sur un marché réglementé lors de leurs prises de fonctions.

6-RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

7-RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 31 Janvier 2020
Les Commissaires aux Comptes inscrits

Cabinet ESCOFFIER
Serge BOTTOLI

Cabinet BOREL et ASSOCIES
Olivier DURAND

Cabinet ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

Cabinet BOREL et ASSOCIES
Immeuble ODIN – 17 rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de LYON

● RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2019

A l'assemblée générale de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS,

1 - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS relatifs à l'exercice clos le 30 Septembre 2019, établis en milliers d'euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2 - FONDAMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités Des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) N°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

3-JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS – POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des goodwill

Risques identifiés

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à réaliser des opérations de croissance externe et de ce fait à reconnaître des goodwill en consolidation. Dans les comptes consolidés clos au 30 septembre 2019, les goodwill comptabilisés s'avèrent significatifs.

Tels que décrits dans la note 3.6.3.D « goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés, « ils représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises lors de la prise de contrôle.

Conformément aux normes IFRS3 et IAS36, les goodwill ne sont plus amortis et font l'objet de tests de dépréciation annuels au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie ».

A la clôture de chaque exercice, la direction s'assure, par le biais de tests de dépréciation réalisés au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie, que la valeur comptable de ces goodwills ne présente pas de risque de perte de valeur.

Des facteurs internes, tels que les décisions stratégiques prises ou des facteurs externes tels que l'évolution des environnements économiques, dans lesquels évoluent les activités identifiées, sont susceptibles d'affecter les rendements attendus.

Ces évolutions nécessitent une approche critique sur la pertinence des hypothèses retenues par la direction pour la détermination de ces valeurs ainsi que sur le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calculs. Nous avons considéré qu'il s'agit là d'un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par le groupe en fonction des normes en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et nous avons notamment apprécié :

- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport aux environnements économiques et financiers dans lesquels les activités testées opèrent ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les estimations opérationnelles de la direction ;
- la cohérence du taux d'actualisation retenu ;
- l'analyse de la sensibilité de la valeur des goodwills faite par la direction en fonction des variations des principales hypothèses retenues.

Nous avons contrôlé que les notes 3.6.3.D « goodwills » et 5.1 Note 1 « Immobilisations incorporelles et goodwills » dispensaient une information financière appropriée dans l'annexe comptable aux comptes consolidés.

4 - VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 - INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS** par l'assemblée générale du 31 mars 1994 pour le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et pour le Cabinet ESCOFFIER.

Au 30 septembre 2019, le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et la Cabinet ESCOFFIER étaient dans la 26^{ème} année de leur mission sans interruption. Les titres de la société étaient déjà admis aux négociations sur un marché réglementé lors de leurs prises de fonction.

6 - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires

relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration..

7 - RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 31 Janvier 2020

Les Commissaires aux Comptes inscrits

Cabinet ESCOFFIER
Serge BOTTOLI

Cabinet BOREL et ASSOCIES
Olivier DURAND

Cabinet ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

Cabinet BOREL et ASSOCIES
Immeuble ODIN – 17 rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de LYON